



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 SEPTEMBRE 1940

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 7TH, 1940

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

4135—36—8—o

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House.

4136—36—8—o

Lettres Patentes

"Autofyrstop Sales & Service Co. of Canada Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q. 1925, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'août 1940, constituant en corporation: Lorenzo Thibault, secrétaire, Roland Gravel, assistant-gérant, René Duranleau, avocat, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, distribuer, désigner, construire, développer, réparer, améliorer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils de protection contre les incendies, révélateurs d'incendies, alarmes, extincteurs, outils, pièces, moteurs, machines, engins, dispositifs, mécanismes, et inventions, et autres appareils de sécurité publique;

Faire des avances ou des prêts d'argent sur la garantie de tous articles, effets, marchandises, machineries, révélateurs, ou appareils de protection, et acheter ou autrement acquérir sous toutes conditions de vente, tous autres appareils de protection;

Acheter, vendre, et autrement disposer, exporter et faire le commerce soit comme mandant ou

Letters Patent

"Autofyrstop Sales & Service Co. of Canada Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alf. Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fourteenth day of August, 1940, incorporating: Lorenzo Thibault, secretary, Roland Gravel, assistant manager, René Duranleau, advocate, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, distribute, design, construct, develop, repair, improve and deal in all kinds fire protection devices, fire detectors, alarms, extinguishers, tools, parts, motors, machines, engines, devices, mechanisms and inventions and other apparatus for public safety;

To make advances or loan of money upon the security of any articles, wares, merchandise, machinery, detectors, or safety devices, and to purchase or otherwise acquire under any conditions of sale, any other safety devices;

To purchase, sell and otherwise dispose of, export and deal in, either as principals or commis-

agent à commission sur consignation ou autrement des extincteurs chimiques, automatiques à base de tétrahlorure de carbone, extincteurs non automatiques, accessoires, pièces et toutes autres sortes d'appareils susceptibles d'être utilisés comme protection contre l'incendie, pourvoir à leur entretien, remplacer les acides ou liquides des dits appareils et donner ou vendre le service que requiert ces appareils après leur fonctionnement;

Agir comme agents distributeurs, gérants vendeurs pour l'achat, la vente, la revente, l'échange d'appareils de toutes sortes mécaniques, électriques ou manuels, pouvant servir contre le feu, sous le nom de "Autofyrstop Sales & Service Co. of Canada Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en quatre-vingts actions privilégiées d'une valeur de cinquante dollars (\$50.00) par action, et en trois cent vingt actions ordinaires d'une valeur de cinquante dollars (\$50.00) par action;

Les actions privilégiées seront sujettes aux droits, privilèges et restrictions qui suivent, savoir:

(a) Les détenteurs d'actions privilégiées auront les mêmes droits, privilèges et attributions que les autres actionnaires de la compagnie à tous égards;

(b) Quelle que soit la proportion du capital émis sous forme d'actions privilégiées et sous forme d'actions ordinaires respectivement, les actionnaires détenteurs d'actions privilégiées auront à l'assemblée générale et à l'exclusion des détenteurs d'actions ordinaires, le droit d'élire un directeur sur trois; et ils voteront ensuite sur toutes leurs actions, tant privilégiées qu'ordinaires, pour l'élection des autres directeurs au même titre que les autres actionnaires, un double droit de vote leur étant présentement conféré sur leurs actions privilégiées;

(c) Sur résolution des directeurs approuvée et ratifiée par la majorité des détenteurs d'actions privilégiées, la compagnie aura le droit en aucun temps et de temps à autre de racheter en tout ou en partie lesdites actions privilégiées de gré à gré à la bourse ou autrement au prix du marché ou à tout prix dont il pourra être convenu, mais ne dépassant pas la somme de cinquante-cinq dollars (\$55.00) par action;

(d) Sur semblable résolution approuvée et ratifiée comme susdit, la compagnie aura de plus le droit de racheter lesdites actions privilégiées en tout ou en partie à chaque date fixée pour le paiement des dividendes après l'expiration de deux ans à compter du commencement des opérations en payant au détenteur desdites actions la somme de cinquante-cinq dollars* (\$55.00) pour chaque action avec en plus tous les dividendes déclarés à la date du rachat;

(e) Dans le cas de rachat partiel desdites actions privilégiées en vertu du pouvoir conféré à la compagnie par le paragraphe (d) ci-dessus, la compagnie devra le faire soit par le tirage au sort, soit au pro rata, suivant résolution des directeurs de la compagnie approuvée par les détenteurs de la majorité des actions privilégiées laquelle résolution déterminera la procédure à suivre dans chaque cas;

(f) Les dividendes sur lesdites actions privilégiées ainsi rachetées cesseront automatiquement à la date fixée par leur achat, et les détenteurs desdites actions ainsi rachetées n'auront comme tels dans la suite aucun droit contre la compagnie, ni dans la compagnie, ni aucun autre

sion agents on consignment or otherwise, automatic, chemical fire extinguishers based on tetrachloride of carbon, non-automatic extinguishers, accessories, parts and all other kinds of apparatus capable of being used as protection against fire, to provide for their upkeep, replace the acids or liquids in the said apparatus and give or sell the service which the said apparatus require after being used;

To act as agents, distributors, managers, vendors for the purchase, sale, resale, exchange of apparatus of all kinds, whether mechanical, electrical or manual, which may be used against fire under the name of "Autofyrstop Sales & Service Co. of Canada Ltd."

The amount of the capital stock of the company is twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into eighty preferred shares of a value of fifty dollars (\$50.) per share, and into three hundred and twenty common shares of a value of fifty dollars (\$50.) per share;

The preferred shares will be subject to the following rights, privileges and restrictions, namely:

(a) The holders of preferred shares shall be entitled, in all respect, to the same rights, privileges and attributions as the other shareholders of the company;

(b) No matter what the proportion of the capital issued as preferred shares and as common shares, respectively, be, the holders of preferred shares shall have the right, at the general meeting and to the exclusion of the holders of common shares, to elect one director out of three; and they shall then vote on all their shares, both preferred and common, for the election of the other directors on the same footing as the other shareholders, a double voting right being hereby conferred on their preferred shares;

(c) Upon resolution of the directors approved and ratified by the majority of preferred shareholders, the company shall have the right at any time and from time to time to redeem in whole or in part the said preferred shares at their option on the market or otherwise at the market price or any price that may be agreed upon, but not exceeding the sum of fifty five dollars (\$55.) per share;

(d) Upon a similar resolution approved and ratified as aforesaid, the company shall moreover be entitled to redeem the said preferred shares, in whole or in part, on each date fixed for the payment of dividends after the expiration of two years from the commencement of operations, by paying the holder of the said shares the sum of fifty five dollars (\$55.) for each share with more-over all dividends declared to the date of redemption;

(e) In the case of a partial redemption of the said preferred shares in virtue of the power conferred on the company by paragraph (d) above, the company shall accomplish the same either by drawing lots, or pro rata, according to resolution of the directors of the company approved by the holders of the majority of preferred shares, such resolution will determine the procedure to be followed in either case;

(f) The dividends on the said preferred shares so redeemed will automatically cease on the date fixed for their redemption, and the holders of the said shares so redeemed shall have as such, no further right against the company, nor in the company, nor any other right, save that of

droit, sauf celui de recevoir le paiement du prix de rachat, tel que décrit ci-dessus;

(g) La compagnie pourra par résolution des directeurs nommer à Montréal une ou plusieurs compagnies de fiducie et leur confier les pouvoirs qu'elle jugera convenables comme agents de transfert des actions de la compagnie, comme agents fiduciaires, tant pour le transfert des actions de la compagnie que pour le rachat des actions privilégiées selon que ci-dessus pourvu. La compagnie pourra également, par résolution de ses directeurs, approuvée par les détenteurs de la majorité des actions privilégiées émises et entièrement acquittées, créer un fonds de rachat ou d'amortissement destiné au rachat des actions privilégiées et en confier le dépôt ou l'administration aux agents fiduciaires de la compagnie choisis comme ci-dessus indiqué;

(h) Tout ce à quoi il n'est pas présentement pourvu pourra être réglé et déterminé par règlements adoptés par le bureau de direction dans les limites prescrites par la loi.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,

4137-o Assistant-procureur général.

receiving payment of the redemption price, as above described;

(g) The company may, by resolution of the directors, appoint, at Montreal, one or more trust companies and confide in them the powers which it may deem suitable as transfer agents of the shares of the company, as trustees, both for the transfer of shares of the company and for the redemption of the preferred shares as above provided for. The company may also, upon resolution of its directors, approved by the holders of the majority of preferred shares issued and fully paid, create a redemption fund or sinking fund destined for the redemption of preferred shares and confide the deposit or administration of the same with the trustees of the company chosen as above cited;

(h) Anything not presently provided for may be settled and determined by by-laws adopted by the Board of Directors within the limits prescribed by Law.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,

4138 Deputy Attorney General.

"Cake and Pastry Bakers' Association of the District of Montreal Inc."—"Association des Pâtisiers du district de Montréal Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'août 1940, constituant en corporation: William Augustin Miles, Joseph O'Neil Frenette, Joseph Melchior Odermatt, Joseph Oliva Turcotte, tous pâtisseries de la cité de Montréal, George Henry Wetherley, Victor Main, pâtisseries de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir, de façon légitime, l'amitié, le bien-être et les intérêts de ses membres;

Encourager l'amitié, la bienveillance, l'harmonie et la coopération entre les pâtisseries du district de Montréal, et trouver les mesures nécessaires à la protection de leurs intérêts communs et les rendre efficaces;

Assurer et promouvoir l'exploitation appropriée et efficiente du commerce de pâtisserie de toutes sortes dans le district de Montréal et ailleurs, et étudier la législation s'y rapportant, et, s'il est jugé nécessaire, agir d'accord avec les autorités pour la mise en vigueur des lois se rapportant à l'industrie de la pâtisserie;

Faciliter à ses membres l'achat, l'échange, l'importation et l'exportation de toutes marchandises qui font l'objet de leur industrie et de tous articles et matériaux qui peuvent être employés dans et pour leur établissement;

Etablir des principes et règlements uniformes pour tous les pâtisseries, diminuer les maux et abus qui peuvent provenir de l'industrie de la pâtisserie en général;

Agir comme arbitre dans les discussions et les désaccords qui peuvent survenir entre les membres de ladite association ou entre les membres et autres personnes, corporations ou associations, le tout conformément à toutes les lois existantes et aux règlements déterminant lesdits pouvoirs;

"Cake and Pastry Bakers' Association of the District of Montreal Inc."—"Association des Pâtisiers du district de Montréal Inc."

Notice is hereby given that under Part Third of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, S.R.Q., 1925, bearing the date the fourteenth day of August, 1940, incorporating: William Augustin Miles, Joseph O'Neil Frenette, Joseph Melchior Odermatt, Joseph Oliva Turcotte, all pastry-bakers of the city of Montreal, George Henry Wetherley, Victor Main, pastry bakers, of the city of Verdun, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To promote the friendliness, welfare and interests of its members in every legitimate way;

To promote the friendliness, goodwill, harmony and cooperation among cake and pastry bakers of the district of Montreal, and to devise and give effect to measures for the protection of their common interest;

To ensure and promote the proper and efficient carrying out of the baking business of all kinds in the district of Montreal and elsewhere, and to study legislation affecting same and, if deemed advisable, to act with the authorities in the enforcement of laws appertaining to the business of baking;

To facilitate for its members the purchase, exchange, import and export of any merchandise which is the object of their business and any goods and materials which may be employed in and for their establishment;

To establish uniform principles and regulations for all cake and pastry bakers, to lessen the evils and abuses which may result from or be made in the baking trade in general;

To act as arbitrator in discussions and disagreements which may arise among the members of the said association or between the members and other persons, bodies or associations, the whole in conformity with all existing laws and regulations governing said powers;

Commercer et coopérer de toutes manières avec les autres associations, bureaux ou corporations, ou avec toutes firmes ou personnes quelconques poursuivant tous objets ou buts semblables à ceux poursuivis par la présente association;

Faire toute entente avec les pouvoirs fédéral, provinciaux et municipaux, ou avec toute autre autorité, destinée à promouvoir l'avancement des fins de la présente association et obtenir desdites autorités tous droits, privilèges, concessions jugés utiles, et qui peuvent profiter à ses membres, soit directement ou indirectement; voir à la mise en vigueur desdits contrats, privilèges et concessions; examiner toute législation municipale ou provinciale susceptible d'affecter ou de favoriser l'association ou ses membres; préparer des projets de loi ou règlements qui peuvent contribuer aux intérêts des membres de l'association;

Affecter les fonds de la corporation à l'encouragement du bien-être intellectuel, moral, social et matériel de ses membres, et en général promouvoir et réaliser les objets pour lesquels l'association est constituée en corporation, conformément aux règlements, ordonnances et règles de la corporation;

Les opérations de l'association seront poursuivies sans aucune intention de gain ou de profit par ses membres, sous le nom de "Cake and Pastry Bakers' Association of the district of Montreal, Inc." "Association des Pâtisiers du district de Montréal Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars (\$20,000).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,

4139

Assistant-procureur général.

"Circle Oil Company (of Canada) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'août 1940, constituant en corporation: Alexandre Papineau Mathieu, conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Gustave Mathieu, voyageur de commerce, dans la cité d'Outremont, et Carl Everett Paul, agent, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans les buts suivants:

Prospecter, vérifier, ouvrir, explorer, développer, exploiter, améliorer, entretenir, et administrer des puits de pétrole, propriétés pétrolifères, et puits de gaz naturel, et manufacturer et raffiner les produits d'iceux, appartenant ou non à la compagnie, et de les rendre propre au marché, et vendre et autrement disposer de la totalité ou de toute partie d'iceux, ou tout intérêt en iceux, établir des lignes de tuyaux;

Acquérir par achat, bail, concession, brevets, échange ou autre titre légal, des puits de pétrole, des lots pétrolifères, immunités, terrains pétrolifères, claims pétrolifères, puits de gaz naturel, terrains et endroit qui peuvent sembler, à la compagnie, de nature à ou susceptible de pouvoir donner un approvisionnement d'huile ou de gaz; et soit absolument ou conditionnellement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, comme mandants, agents, entrepreneurs ou autres; et louer, placer sous permis, vendre aliéner, et autrement faire le commerce d'iceux ou de toute partie d'iceux ou de tout intérêt en iceux;

To deal and co-operate in any ways with other associations, bureaux or corporations, or with any firms or persons whatsoever pursuing any object or purposes similar to those pursued by the present association;

To enter into any agreement with the federal, provincial or municipal powers, or with any other authority calculated to promote the furtherance of any of the purposes of the present association and to obtain from the said authorities any rights, privileges, concessions which may be deemed useful, and which may benefit its members, either directly or indirectly; to see to the putting into force of the said agreements, privileges and concessions; to supervise any municipal or provincial legislation calculated to affect or favour the association or its members; to prepare bills or by-laws which may be conducive to the interests of the members of the association;

To apply the funds of the corporation for the promotion of the intellectual, moral, social and material welfare of its members, and generally to promote and carry out the objects for which the corporation is incorporated, in accordance with the by-laws, rules and regulations of the corporation;

The operations of the Association shall be carried on without any intention of gain or profit by its members; under the name of "Cake and Pastry Bakers' Association of the District of Montreal Inc." "Association des Pâtisiers du district de Montréal Inc."

The amount to which the immoveable properties which the corporation may possess is to be limited to Twenty Thousand Dollars (\$20,000.00)

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,

4140-o

Deputy Attorney General.

"Circle Oil Company (of Canada) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1940, incorporating: Alexandre Papineau Mathieu, King's Counsel, of the city of Westmount, Gustave Mathieu, commercial traveller, of the city of Outremont, and Carl Everett Paul, agent, of the city of Montreal, in the district of Montreal, for the following purposes:

To prospect for, to verify, open, explore, develop, work, improve, maintain, and manage oil wells, oil properties, and natural gas wells, and to manufacture and refine the product thereof, whether belonging to the Company or not, and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of the same or any part thereof, or any interest therein, establish pipe lines;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title, oil wells, oil lots, easements, oil lands, oil claims, natural gas wells, lands and places which may seem to the Company capable, or possibly capable, of affording a supply of oil or gas; and either absolutely or conditionally, and either solely or jointly with others, as principals, agents, contractors or otherwise; and to lease, place under license, sell, dispose of, and otherwise deal with the same or any part thereof, or any interest therein;

Acheter, vendre et faire le commerce du pétrole, gaz naturel et autres minéraux, et usine, machinerie, instruments, commodités, approvisionnements, et choses susceptibles d'être employés relativement à l'exploitation du pétrole ou du gaz naturel ou autres minéraux, ou requis par les ouvriers et autres, employés par la compagnie, sous le nom de "Circle Oil Company (of Canada) Ltd.", avec un capital-actions de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900), divisé en actions de un dollar (\$1) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,

4141

Assistant-procureur général.

"Frontenac Tire Service Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alf. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour d'août 1940, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil du Roi, Andrée Boulay, sténographe et fille majeure, René Gervais, agent, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de pneus d'automobiles, tubes et accessoires et toutes sortes d'articles en caoutchouc;

Manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter et faire le commerce de caoutchouc, produits en caoutchouc, gutta percha et tous articles, objets, effets et marchandises dans lesquels le caoutchouc ou gutta percha ou autres substances similaires sont ou peuvent être utilisés et de matériels variés entrant dans la manufacture d'aucun et tous tels articles et tels produits et sous-produits qui sont incidents à ceux;

Traiter, raffiner ou autrement faire le commerce de caoutchouc, gutta percha ou autres matériels semblables, ou d'aucun des sous-produits utilisés dans la fabrication ou le traitement d'iceux;

Exploiter des garages, boutiques de réparations, postes de services et acheter, vendre et faire le commerce de voitures-automobiles, motocycles, camions et toutes sortes de véhicules-moteurs;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce de toutes sortes d'accessoires, machinerie, instruments, ustensils, dispositifs et appareils soit incidents à la construction de voitures-automobiles ou autrement, et acheter, vendre et faire le commerce de gazoline, huile et lubrifiants, sous le nom de "Frontenac Tire Service Co. Ltd."

Le capital-actions sera divisé en 1500 actions privilégiées de \$10. chacune, 6% non-cumulatif, et 5,000 actions communes d'une valeur de \$1. chacune, au pair, formant un capital-actions de \$20,000. et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$2,000 monnaie courante du Canada;

Les affaires de la compagnie seront administrées par trois directeurs dont deux formeront quorum.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,

4143-o

Assistant-procureur général.

To buy, sell and deal in petroleum, natural gas and other minerals, and plant, machinery, implements, conveniences, provisions, and things capable of being used in connection with operations respecting petroleum or natural gas or other minerals, or required by workmen and others employed by the Company,—under the name of "Circle Oil Company (of Canada) Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,

4142-o

Deputy Attorney General.

"Frontenac Tire Service Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alf. Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q. 1925, bearing date the thirteenth day of August, 1940, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Council, Andrée Boulay, stenographer and spinster of age, René Gervais, agent, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in automobile tires, tubes and accessories and all description of rubber goods;

To manufacture, produce, purchase, sell, export and deal in rubber, rubber products, gutta-percha and all articles, objects, wares and merchandise in which rubber or gutta-percha or other similar substances are or may be utilized, and of various materials which enter into the manufacturing of any and all such articles, and such products and by-products as may be incidental thereto;

To treat, refine or otherwise deal in rubber, gutta-percha, or other similar materials or any of the by-products used in the manufacturing or the treating thereof;

To operate garages, repair shops, service stations and purchase, sell and deal in motor cars, motorcycles, trucks and all kinds of motor vehicles;

To manufacture, purchase, sell, import, export and deal generally in all kinds of accessories, machinery, instruments, utensils, devices and apparatus whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and to purchase, sell and deal in gasoline, oil and lubricants, under the name of "Frontenac Tire Service Co. Ltd."

The capital stock will be divided into 1500 preferred shares of \$10. each, 6%, non-cumulative, and 5,000 common shares of the par value of \$1. each, forming a capital stock of \$20,000. and the amount of capital stock with which the company will begin its operations shall be \$2,000., Canadian currency;

The affairs of the company will be managed by three directors, two of whom will form the quorum.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,

4144

Deputy Attorney General.

"Giguère & Latulippe Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1940, constituant en corporation: Lucien Ferland, commerçant, Madame Rita Maheux Ferland, femme mariée, épouse contractuellement séparée de biens du dit Lucien Ferland et par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, et Paul Roy, avocat, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de sable et de pierre et de leurs dérivés;

Ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et gérer des carrières de sable et de pierre, minéraux et autres dépôts et propriétés, et creuser, sortir, concasser, laver, fondre, rôtir, essayer, analyser, réduire, amalgamer et autrement traiter le sable et la pierre et autres substances minérales de toutes sortes, soit appartenant à la compagnie ou non;

Faire le nécessaire pour tirer le sable de fleuves, rivières ou lacs;

Acquérir par achat, concession, échange, location ou autrement et construire, ériger, exploiter, détenir, maintenir et gérer tous bateaux à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, traversiers, dragues, allèges, barges, bateaux et embarcations de toute description, quais, docks, boutiques, moulins, magasins, ateliers, dépôts, fondries, pelles à vapeur, usines à machineries, remises pour engins et autres constructions et érections nécessaires ou convenables pour l'exercice de son commerce et toutes autres propriétés, réelles ou personnelles, nécessaires et utiles à l'exercice d'aucune des fins de la compagnie, et les louer, vendre ou autrement en disposer; sous le nom de "Giguère & Latulippe Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.), divisé en deux cent (200) actions de cent dollars (\$100.) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,

4145-o Assistant-procureur général.

"Giguère & Latulippe Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223 R.S.Q., 1925, bearing date the ninth day of August, 1940, incorporating: Lucien Ferland, trader, Mme Rita Maheux Ferland, married woman, wife separate as to property by marriage contract of said Lucien Ferland and by the latter duly authorized for the purposes hereof, and Paul Roy, advocate, all three of the City of Quebec, for the following purposes:

To deal in sand and stone and the derivatives thereof;

To open, explore, develop, work, improve, maintain and manage, sand and stone quarries, mineral and other deposits and properties, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, roast, assay, analyse, reduce, amalgamate and otherwise treat sand and stone and other mineral substances of all kinds, whether belonging to the company or not;

To do whatever may be required to extract sand from rivers, streams or lakes;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and build, erect, operate, hold, maintain and manage any steam-boats, vessels, tugs, ferries, dredgers, lighters, barges, boats and craft of every description, wharves, docks, shops, mills, stores, work-shops, depots, foundries, steam shovels, machine-shops, engine-rooms and other constructions and erections, required or suitable for the carrying on of its business, and any other real or personal property, necessary or useful for the carrying out of any of the company's purposes, and to lease, sell or otherwise dispose of the same, under the name of "Giguère & Latulippe Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Hôtel Lavoie, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alf. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'août 1940, constituant en corporation: Dame Alphonsine Gaudreault, Vve de Pamphile Bergeron, rentière, Ernest Lavoie, commis de magasin, Antonio Lavoie, journalier, Victor Lavoie, Méc. dentiste et Raoul Gagnon, avocat tous de Jonquière, district de Chicoutimi, dans les buts suivants:

1. Acheter, construire, bâtir, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer, échanger, vendre ou autrement en disposer, des hôtels, restaurants, cafés, salles à manger, salles de rafraîchissements, maisons de pension, salles d'amusement, magasins de tabac;

2. Exercer le commerce d'hôtelier licencié, marchands de journaux, liqueurs douces, bières et vins;

3. Acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie toute propriété réelle et per-

"Hôtel Lavoie, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alf. Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fourteenth day of August, 1940, incorporating: Dame Alphonsine Gaudreault, Widow of Pamphile Bergeron, annuitant, Ernest Lavoie, store clerk, Antonio Lavoie, laborer, Victor Lavoie, dental mechanic and Raoul Gagnon, advocate, all of Jonquière, district of Chicoutimi, for the following purposes:

1. To purchase, construct, build, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, exchange, sell or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafés, dining-rooms, refreshment rooms, boarding houses, amusements halls, tobacco stores;

2. To carry on the business of licensed hotel-keeper, vendors of newspapers, soft drinks, beer and wine;

3. To purchase, lease or otherwise acquire in whole or in part any property, real and personal,

sonnelle, mobilière ou immobilière, soit à la ville, soit à la campagne, spécialement lots à bâtir, fermes, jardins potagers, maisons, chalets, plages, camping ground, sous le nom de Hôtel Lavoie, Limitée, avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.) divisé en deux cents actions (200) de cent dollars (\$100.) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Jonquière, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,

4147-o

Assistant-procureur général.

movable or immovable, whether in the town, or in the country, especially building lots, farms, kitchen gardens, houses, cottages, beaches, camping grounds, under the name of "Hôtel Lavoie, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Jonquière, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Lamothe Transport Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'août 1940, constituant en corporation: Lucien Labelle, C.R., avocat, Joseph H. Demers, agent, et Eugénie Rioux, fille majeure, tous de Noranda, Qué., dans les buts suivants:

Faire le commerce et exploiter pour fins de louage toutes sortes d'omnibus et véhicules, voitures automobiles, taxicabs, camions et toutes sortes de moyens de transport, privés et publics, mus ou poussés soit par électricité, vapeur, huile ou autre force motrice ou mécanique, pour le transport de passagers ou de marchandises, articles et effets et charger, percevoir et recevoir le prix de tels services et transport;

Fabriquer, assembler, importer, exporter, acheter, vendre, louer et autrement faire le commerce et négocier des camions à moteurs, camions, tracteurs, voitures-automobiles, autobus, autocars, bicycles, canots automobiles, aéroplanes, carrosses, moyens de transport de toutes sortes, genres de transport de toutes sortes, et de toutes pièces employées dans la construction d'iceux de même que moteurs, engins, machinerie de toutes sortes et accessoires et fournitures électriques, et exploiter un atelier de machinerie générale, réparer, améliorer, et faire le commerce de toutes sortes de camions, voitures, véhicules, automobiles et moyens de transport de toutes sortes; roues, ressorts, essieux, lampes, accessoires d'automobiles, jantes et bois de construction, et exercer un commerce général de garage et de réparations;

Pour les fins de la compagnie se livrer aux occupations de camionneurs, charretier, experts en mécanique et manufacturiers et ouvriers et marchands de force motrice, et tout commerce dans lequel l'emploi ou l'usage de gasoline, huile, air comprimé, électricité ou tout autre pouvoir est ou peut être utile ou convenable, dans le comté de Pontiac;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, routes, branches ou voies d'évitement, (sur les propriétés de la compagnie et pour les fins de la compagnie) ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, usines, entrepôts, travaux électriques, ateliers, magasins et autres travaux et commodités qui peuvent sembler susceptibles de faire progresser directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle d'iceux,—sous le nom de "Lamothe Transport Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$20,000 divisé en 400 actions de \$50.

"Lamothe Transport Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1940, incorporating: Lucien Labelle, K.C., barrister, Joseph H. Demers, agent, and Eugénie Rioux, spinster, all of Noranda, Que., for the following purposes:

To carry on and engage in the business of operating for hire all kinds of omnibuses and vehicles, motor cars, taxicabs, trucks and all kinds of private or public conveyances, whether propelled or moved by electricity, steam, oil, vapour or other motive or mechanical power, for the transportation of passengers or goods, wares and merchandise and to charge, collect and receive fares for such services and transportation;

To manufacture, assemble, import, export, buy, sell, lease and otherwise deal in and deal with motor trucks, trucks, tractors, motor cars, motor buses, omnibuses, sight-seeing buses, automobiles, cycles, motor boats, aeroplanes, carriages, conveyances of all kinds, transportation systems of all kinds, and all parts used in the construction thereof as well as motors, engines, machinery of all kinds and motor and electrical accessories and supplies, and to carry on a general machine shop business, to repair, improve, and deal in all kinds of trucks, carriages, vehicles, automobiles and conveyances of all kinds, wheels, springs, axles, lamps, automobile supplies, rims and lumber, and to carry on a general repair and garage business;

For the purposes of the company to carry on the business of truckmen, draymen, mechanical experts and manufacturers and workers and dealers in motive power, and any business in which the use or application of gasoline, oil, compressed air, electricity or any other power is or may be useful or convenient, in the County of Pontiac;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, (on the properties of the company and for the purposes of the company) bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof,—under the name of "Lamothe Transport Ltd."

The amount of the capital-stock of the company is \$20,000.00, divided into 400 shares of

chaque action, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$5,000.

Le bureau principal de la compagnie sera à Noranda, Qué., dans le district de Pontiac.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour d'août 1940.

4149 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"La Papeterie de Montréal Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1940, constituant en corporation: Arthur Gagné, Jean-Paul Gagné, avocats, de la cité d'Outremont, et Germaine Dussault, fille majeure et usant de ses droits, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Pour agir comme agents ou principal pour la vente de tous meubles de quelque nature qu'ils soient;

Pour agir comme agents, agents à commission, marchands, courtiers et représentants de maisons de commerce ou toutes autres personnes, sociétés et compagnie exerçant un commerce connexe à celui de la compagnie;

Pour agir comme éditeurs, imprimeurs et agents pour syndicats de nouvelles;

Pour faire affaires comme libraires, papetiers, graveurs et relieurs;

Pour la vente de livres en général et particulièrement pour la vente de livres de comptabilité et des parties métalliques des dits livres de comptabilité, index et feuillets;

Pour la vente de boîtes, réceptacles, casiers et filières;

Pour agir comme vendeurs de meubles et fournitures de bureau et leurs accessoires, ainsi que pour les différentes machines à écrire et machines à calculer et de tous articles ou choses de caractère semblable ou analogue à celles-ci-dessus mentionnées, sous le nom de "La Papeterie de Montréal Inc." avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000) divisé en (500) cinq cents actions de Dix dollars (\$10) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour d'août 1940.

4151-o L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"The United Shirt Mfg. Co. Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du douzième jour d'août 1940, constituant en corporation: George T. Barakett, Philip Barakett, marchands, et Emile Dawaliby, manufacturier, tous des cité et district des Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Exercer les opérations de manufacturiers et fabricants de chemises, salopettes et autres vêtements semblables, vendre en gros et en détail les produits ainsi manufacturés, importer, exporter, acheter et vendre en gros et en détail, soieries, lainages, cotonnades et autres tissus nécessaires

\$50.00 each share, and the amount with which the company is to start or commence its operations will be \$5,000.00.

The head office of the company will be at Noranda, Que., in the district of Pontiac.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1940.

4150-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"La Papeterie de Montréal Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the ninth day of August, 1940, incorporating: Arthur Gagné, Jean-Paul Gagné, advocates, of the City of Outremont, and Germaine Dussault, spinster of age and in use of her rights, secretary, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To act as agents or principals for the sale of all furniture of whatever kind they may be;

To act as agents, commission agents, merchants, brokers and representatives of business houses, or for any other persons, partnerships and companies carrying on a business allied to that of the company;

To act as editors, printers and agents for news syndicates;

To carry on business as booksellers, stationers, engravers and binders;

For the sale of books in general, and, in particular, for the sale of book-keeping ledgers, and the metal parts of said ledgers, index and pages;

For the sale of boxes, receptacles, filing cabinets and files;

To act as salesmen of office furniture and office supplies, and the accessories thereof, and also for the different typewriters and calculating machines and any articles or things of a character similar or alike to those hereinabove mentioned, under the name of "La Papeterie de Montréal Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5000.), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1940.

4152 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"The United Shirt Mfg. Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twelfth day of August, 1940, incorporating: George T. Barakett, Philip Barakett, merchants, and Emile Dawaliby, manufacturer, all of the City and District of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry the business of manufacturers and makers of shirts, overalls, and other similar garments, to sell, wholesale and retail, the products thus manufactured, to import, export, purchase and sell, wholesale and retail, silks, woollens, cottons, and other fabrics required for the making

à la fabrication de chemises et autres vêtements populaires pour hommes, femmes et enfants;

Acquérir, acheter, vendre, négocier, fournir, fabriquer et produire toutes espèces de sortes d'effets, articles et marchandises se rapportant ou étant incidents au commerce ou à aucune partie du commerce susdit, et acquérir, acheter et fabriquer des boîtes, caisses à emballage et tous autres articles convenables ou nécessaires à l'exercice du commerce, fabrication et vente tel que susdit;

Prendre les moyens de faire enregistrer, licencier ou reconnaître la compagnie dans toute province du Canada, ou dans tout pays ou état étranger et y désigner des personnes, conformément aux lois de telle province, pays ou état, pour la représenter et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de toute procédure dans tous procès ou action;

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs, énoncé par résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie;

Le nombre de ses actionnaires ou de ses membres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, n'excédera pas vingt; sous le nom de "The United Shirt Mfg. Co. Limited" avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera aux Trois-Rivières dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur-général, ce douzième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,

4153-o

Assistant-procureur général.

"United Auto Parts (West) Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du quinzième jour d'août 1940, constituant en corporation: Lucien Roux, J.-Maurice Cousineau, avocats, Aimée Senecal, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

De fabriquer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, aéroplanes, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectif d'iceux, sous le nom de United Auto Parts (West) Ltd.

Le capital-actions de la compagnie est de \$20,000.00 divisé en 1500 actions de capital privilégié à 6% d'une valeur au pair de \$10.00 chacune, et 5,000 actions du capital ordinaire d'une valeur au pair de \$1.00;

Les dites actions privilégiées à 6% seront sujettes aux privilèges, priorités, pouvoirs, limitations, conditions et restrictions suivantes, respectivement à savoir:

a). Les actions privilégiées n'auront pas droit de vote et recevront un dividende privilégié jusqu'à concurrence de six pour cent (6%), par année sur la valeur au pair des dites actions et nul dividende ne sera déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie durant aucune année avant que les dits dividendes privilégiés

of shirts and other popular garments, for men, women and children;

To acquire, purchase, sell, deal in, supply, manufacture and produce, all kinds of goods, articles and merchandise connected with or incidental to the business or to any part of the aforesaid business, and to acquire, purchase and manufacture boxes, packing cases, and any other articles suitable or required for the carrying on of the business, manufacture and sale, as aforesaid;

To take the means of having the company registered, licensed or recognized in any Province of Canada or in any foreign country or state, and to designate persons therein, according to the laws of such province, country or state, to represent the company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

The shares of the company shall not be transferred without the consent of the directors, set forth in a resolution by them passed, and registered in the books of the company;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employ of the company, shall not exceed twenty, under the name of "The United Shirt Mfg. Co. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, in the District of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August 1940.

L. DÉSILETS,

4154

Deputy Attorney General.

"United Auto Parts (West) Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fifteenth day of August, 1940, incorporating: Lucien Roux, J. Maurice Cousineau, advocates, Aimée Senecal, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, either wholesale and retail, in all kinds of automobiles, tractors, aeroplanes, ships, canoes, boats, trucks, wagons, motorcycles, as well as all parts, spare parts, pieces incidental thereto directly or indirectly, and any things capable of being used in connection with the said objects or in the manufacture, maintenance and operation thereof respectively, under the name of "United Auto Parts (West) Ltd."

The capital stock of the company shall be \$20,000. divided into 1500 shares of preferred capital stock at 6%, of a par value of \$10. per share, and 5,000 shares of the common capital stock of a par value of \$1.

The said 6% preferred shares shall be subject to the following privileges, priorities, powers, limitations, conditions and restrictions respectively, to wit:

a). The preferred shares shall have no voting right and shall receive a preferred dividend up to but not exceeding six per cent (6%) per annum on the par value of the said shares and no dividend will be declared or paid on the common shares of the company during any year before the said preferred dividends have been declared

aient été déclarés et payés. Les dividendes privilégiés seront non cumulatifs. Les actions privilégiées n'auront pas droit à aucune autre participation dans les profits de la compagnie, excepté tel que susdit. Le dividende ou les dividendes seront payables annuellement, semi-annuellement ou trimestriellement de la manière que les actionnaires le détermineront de temps à autre;

b). La compagnie aura le droit en aucun temps, et de temps à autre, de racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours à ou conformément au prix alors déterminé par les directeurs, et/ou racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours à la valeur au pair d'icelles. Si la compagnie désire en aucun temps racheter moins que la totalité des actions privilégiées en cours, les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage de la manière qui sera prescrite par le bureau de direction de la compagnie. Un avis de trente jours sera donné par écrit de l'intention de la Compagnie de racheter une partie des dites actions privilégiées, le dit avis sera envoyé par poste recommandée, à la dernière adresse connue de chacun des porteurs des actions privilégiées. Si moins que la totalité des actions privilégiées en cours et acquittées doit être rachetées, le nombre des actions à être ainsi rachetées sera mentionné dans le dit avis, ainsi que la date et l'endroit où les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage, tel que prévu dans les présentes. Les actions ordinaires seront sujettes aux droits antérieurs des porteurs d'actions privilégiées à 6% et conféreront seules le droit de voter et d'être qualifié comme pouvant devenir directeur de la compagnie.

La principale place d'affaires de ladite compagnie est dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
4155-o Assistant-procureur général.

and paid. The preferred dividends will be non-cumulative. The preferred shares shall not be entitled to any other participation in the profits of the company, save as aforesaid. The dividend or dividends shall be payable annually, semi-annually or quarterly in the manner to be determined by the shareholders from time to time;

b). The company shall have the right at any time, and from time to time to redeem all or part of the preferred shares outstanding at or in accordance to the prices already determined by the directors, and/or to redeem all or part of the preferred shares outstanding at the par value thereof. If the company desires at any time to redeem less than the whole of the preferred shares outstanding, the shares to be so redeemed will be selected by drawing lots in the manner to be prescribed by the Board of directors of the company. A thirty days' notice will be given in writing of the intention of the company to redeem a part of the said preferred shares, the said notice to be sent by registered mail, to the last known address of each of the holders of preferred shares. If less than the whole of the preferred shares outstanding and paid-up are to be redeemed, the number of shares to be so redeemed will be mentioned in the said notice, as well as the date and the place where the shares to be so redeemed will be selected by drawing lots as provided herein. The common shares shall be subjected to the rights of priority of the holders of the 6% preferred shares and shall alone confer the rights to vote and to be qualified as director of the company;

The head office of the said company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
4156 Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Consumers' Purchasing Association, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20, 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour d'août 1940 ratifiant un règlement changeant le nom de la compagnie "I. C. A. Limited" en celui de "Consumers' Purchasing Association, Inc." et modifiant ses pouvoirs en remplaçant les trois paragraphes suivants par les paragraphes respectifs 1, 2 et 3 des lettres patentes telles qu'accordées, à savoir:

1. Diriger une agence d'affaires dans le but d'acheter ou autrement acquérir, vendre, aliéner et faire le commerce de meubles et d'effets de ménage, vêtements, fourrures, quincaillerie, appareils électriques de toutes sortes, automobiles, machines, articles de sport, cosmétiques, nouveautés, accessoires de machines, tissus, aliments, cuir, caoutchouc, laine et lainages de toutes sortes;

2. Importer, exporter, fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de meubles et articles de ménage, vêtements, fourrures, quincaillerie, appareils électriques de toutes sortes, automobiles, machines, articles de sport, cosmétiques,

"Consumers' Purchasing Association, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20, 30 and following, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of August, 1940, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, ratifying a by-law changing the name of the company "I. C. A. Limited" to that of "Consumers' Purchasing Association, Inc." and modifying its powers by substituting the following three paragraphs for paragraphs 1, 2 and 3 respectively of the Letters Patent as granted, to wit:

1. To transact an agency business for the purpose of purchasing or otherwise acquiring, selling, disposing of, and dealing in furniture and household effects, clothing, furs, hardware, electrical appliances of all kinds, automobiles, machines, sporting goods, cosmetic, novelties, machine accessories, textiles, food, leather, rubber, wool and woollen products of all kinds;

2. To import, export, manufacture, buy, sell and deal in furniture and household effects, clothing, furs, hardware, electrical appliances of all kinds, automobiles, machines, sporting goods, cosmetics, novelties, machine accessories,

nouveautés, accessoires de machines, tissus, aliments, cuir, caoutchouc, laine et lainages de toutes sortes;

3. Faire le commerce d'agents de manufacturiers ou représentants, et agir en qualité d'agents pour les fabricants de meubles et d'articles de ménage, vêtements, fourrures, quincaillerie, appareils électriques de toutes sortes, automobiles, machines, articles de sport, cosmétiques, nouveautés, accessoires de machines, tissus, aliments, cuir, caoutchouc, laine et lainages de toutes sortes, dans un quelconque des buts énumérés ci-dessus comme étant des objets.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
4157 Assistant-procureur général.

"Fairway Golf Range Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-septième jour d'août 1940, changeant le nom de la compagnie "Fairway Golf Driving Course Inc." en celui de Fairway Golf Range Inc."

Daté du bureau du procureur général ce dix-septième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
4159 Assistant-procureur général.

"J. D. Vallière Ltée."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alf. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., des lettres patentes supplémentaires en date du douzième jour d'août 1940, à la compagnie "J.-D. Vallière Ltée" ratifiant un règlement augmentant son capital de \$10,000. à \$20,000. par la création de 100 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100. chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
4161-o Assistant-procureur général.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District d'Iberville. Cour Supérieure. No 4458. Dame Corinne Roy, de la paroisse de Ste-Anne de Sabrevois, district d'Iberville, épouse de Arthur Roy, cultivateur du même lieu, Demanderesse; vs ledit Arthur Roy, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 août 1940.

St-Jean, 29 août 1940.

L'avocat de la demanderesse,
4169-o STANISLAS POULIN.

Canada, Province de Québec, District de Trois-Rivières. Cour Supérieure. No 6156. Rita Parent, épouse commune en biens de Clément Trudel, de St-Roch de Mékinac, district de Trois-Rivières, Demanderesse; vs Clément Trudel, contracteur du même endroit, Défendeur.

textiles, food leather, rubber, wool and woollen products of all kinds;

3. To carry on the business of Manufacturers' agents or representatives, and to act in the capacity of agents for the manufacturers of furniture and household effects, clothing, furs, hardware, electrical appliances of all kinds, automobiles, machines, sporting goods, cosmetics, novelties, machine accessories, textiles, food, leather, rubber, wool and woollen products of all kinds, for any of the purposes hereinabove enumerated as part of the objects.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
4158-o Deputy Attorney General.

"Fairway Golf Range Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1940, changing the name of the company "Fairway Golf Driving Course Inc." to that of Fairway Golf Range Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
4160 Deputy Attorney General.

"J. D. Vallière Ltée."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alf. Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, S.R.Q., bearing date the twelfth day of August, 1940, to the company "J. D. Vallière, Ltée", ratifying a by-law increasing its capital stock from \$10,000. to \$20,000. by the creation of 100 additional common shares of a par value of \$100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
4162 Deputy Attorney General.

Actions for separation as to property

Province of Quebec. District of Iberville. Superior Court. No. 4458. Dame Corinne Roy, of the parish of Ste-Anne de Sabrevois, District of Iberville, wife of Arthur Roy, farmer, of the same place, Plaintiff; vs the said Arthur Roy, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 28th of August 1940.

St. Jean, August 29th, 1940.

STANISLAS POULIN,
4170 Attorney for the Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières. Superior Court. No. 6156. Rita Parent, wife common as to property of Clément Trudel of St. Roch de Mékinac, district of Trois-Rivières, Plaintiff; vs Clément Trudel, contractor of the same place, Defendant.

Avis public est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 31ième jour d'août 1940.

Trois-Rivières, le 4 septembre 1940.

Les procureurs de la demanderesse,
4197-o BIGUÉ, GOUIN & PROVENCHER.

Public notice is hereby given that a writ of summons for separation as to property has been served in this case on August 31st, 1940.

Trois-Rivières, September 4th, 1940.

BIGUÉ, GOUIN & PROVENCHER,
4198-o Attorneys for Plaintiff.

Avis divers

AVIS.

Avis est donné au public conformément à l'article 7 de la Loi du Régime des Eaux Courantes que St. Maurice Power Corporation, de la cité de Montréal, se propose de demander l'autorisation d'exploiter les ouvrages qu'elle a construits sur la rivière St. Maurice à La Tuque conformément aux plans approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 14 mars 1936, de telle façon que le niveau de l'eau au-dessus de la chaussée en temps ordinaire ne serait pas maintenu à une élévation excédant 498 suivant les indications de ces plans, sauf en temps de crue alors que l'eau pourrait atteindre provisoirement le niveau 500. Les terrains qui seront affectés par le refoulement de l'eau sont les mêmes que ceux affectés en vertu des plans et devis déjà approuvés.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée de plans et devis des ouvrages semblables à ceux déjà approuvés mais faisant voir un niveau d'exploitation modifié, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de la Tuque, à La Tuque.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

ST. MAURICE POWER CORPORATION,
Le secrétaire,
J. B. CHALLIES.
Montréal, P.Q., le 8 août 1940. 3877-33-4-o

Canada, Province de Québec

VILLE DE FARNHAM

Avis public est présentement donné par le conseil municipal de la Ville de Farnham, que dans le mois suivant la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, il présentera au lieutenant-gouverneur en Conseil, une requête à l'effet d'obtenir l'émission de lettres patentes, modifiant la charte de cette ville, en abrogeant les dispositions de la section 18 du statut 2 Geo. V, (1912), ch. 67, qui restreint le droit de voter aux élections municipales aux seuls électeurs ayant acquitté leurs taxes municipales et spéciales, de façon à soumettre la ville de Farnham aux dispositions générales de la Loi des Cités et Villes qui accordent tel droit de voter à tous les électeurs municipaux, qu'ils aient acquitté ou non leurs taxes municipales.

Farnham, ce 22 août 1940.

Le procureur du conseil municipal
de la ville de Farnham,
4063-35-4-o ANATOLE GAUDET.

Miscellaneous Notices

NOTICE

Public notice is hereby given in accordance with section 7 of the Water Course Act that the St. Maurice Power Corporation of the City of Montreal intends to apply for authorization to operate its works, as constructed on the St. Maurice River at La Tuque in accordance with the plans approved by the Lieutenant-Governor in Council under an Order dated 14th March, 1936, in such a manner that the level of the water above the dam at ordinary times shall not be maintained higher than Elevation 498 indicated on the said plan except in periods of freshet when it will be allowed temporarily to reach Elevation 500. The lands which will be affected by the backing up of the water are the same as those affected under the plans and specifications already approved.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by plans and specifications of the said works similar to those already approved but showing the modified operating level have been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of La Tuque, at La Tuque.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

ST. MAURICE POWER CORPORATION,
J. B. CHALLIES,
Secretary.
Montreal, P.Q., August 8th, 1940. 3878-33-4-o

Canada, Province of Quebec

TOWN OF FARNHAM

Public notice is hereby given by the Municipal Council of the Town of Farnham, that in the month following the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, it will present to the Lieutenant-Governor in Council, a petition for the purpose of securing the issue of letters patent, modifying the charter of the said town, by revoking the provisions of section 18 of the Statute 2 Geo. V (1912), ch. 67, which restricts the right of voting at the municipal elections solely to voters who have paid their municipal and special taxes, so as to submit the town of Farnham to the general provisions of the Cities' and Towns' Act which grants the said right to vote to all municipal electors whether they have or have not paid their municipal taxes.

Farnham, this 22nd August, 1940.

ANATOLE GAUDET,
Attorney for the Municipal Council
of the Town of Farnham.
4064-35-4

Avis est par les présentes donné que, par un Arrêté ministériel en date du deuxième jour d'août 1940, portant le no. 2872, les règlements de la compagnie "The Montreal Junior Board of Trade" ont été approuvés, suivant l'article 207B, de la Loi des Compagnies de Québec (chapitre 223, S.R.Q., 1925, tel qu'édité par 23, George V, chapitre 83).

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour d'août 1940.

Le sous-secrétaire de la Province,
4171 JEAN BRUCHESI.

LA PAROLE LIMITÉE

Minutes de l'assemblée spéciale des actionnaires de La Parole Limitée, le mardi, 16 juillet 1940.

Minutes de l'Assemblée Spéciale des actionnaires de La Parole Limitée, tenue à ses bureaux au numéro 391 de la rue Hériot, à Drummondville, mardi le 16 juillet 1940 à 8 heures p.m.

Etaient présents: MM. Gérard Veilleux, D. Moulin, Frédéric Veilleux, Clermont Veilleux. M. Gérard Veilleux agissait comme président de l'assemblée et M. D. Moulin, comme secrétaire.

Les minutes de la dernière assemblée furent lues et acceptées sur proposition de M. Clermont Veilleux, secondé par M. Frédéric Veilleux.

Les avis d'assemblée ayant été envoyés, tel qu'il appert au reçu d'enregistrement annexé à ces minutes.

Il est proposé par M. Frédéric Veilleux et secondé par M. Clermont Veilleux que le nombre de directeurs de la Compagnie soit augmenté de 3 à 5, adopté.

Il est proposé par M. Clermont Veilleux et secondé par M. Frédéric Veilleux que MM. Frédéric Veilleux et Clermont Veilleux soient nommés directeurs, adopté.

Il est proposé par M. Frédéric Veilleux et secondé par M. Clermont Veilleux, que tous les actes faits antérieurement et jusqu'à date par le bureau de direction de La Parole Limitée, soient ratifiés, adopté.

Il est proposé par M. Clermont Veilleux et secondé par M. Frédéric Veilleux que la durée du terme de directeur soit limitée à un an.

Comme il n'y a pas d'autres questions à discuter, l'assemblée est levée.

GERARD VEILLEUX, D. MOULIN,
4183-o Président. Secrétaire.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE D'AUTHIER
COMITÉ D'ABITIBI

AVIS AUX CRÉANCIERS

Avis est, par les présentes, donné, en vertu de la règle de pratique No 3 de la Commission municipale de Québec, que la commission scolaire d'Abitibi, a soumis, conformément aux dispositions du paragraphe "B" de l'article 44 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée ayant eu lieu le 22 mai 1940.

Le plan ainsi soumis est maintenant en vigueur après avoir reçu les approbations requises par la loi.

Pour donner effet audit plan de réorganisation financière, les créanciers sont priés de transmettre

Notice is hereby given that, by an Order in Council of the second of August, 1940, bearing No. 2872, the by-laws of "The Montreal Junior Board of Trade" were approved, in conformity with article 207b of the Quebec Companies' Act (chapter 223, S.R.Q., 1925, as enacted by 23 George V, chapter 83).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth of August, 1940.

JEAN BRUCHESI,
4172-o Under Secretary of the Province.

LA PAROLE LIMITÉE

Minutes of the Special Meeting of the Shareholders of "La Parole Limitée" Tuesday the 16th of July, 1940.

Minutes of the special meeting of the shareholders of "La Parole Limitée", held at its offices, at number 391 Hériot street, at Drummondville, on Tuesday, July 16th, 1940, at 8 o'clock P.M.

Were present: Messrs. Gérard Veilleux, D. Moulin, Frédéric Veilleux, Clermont Veilleux. Mr. Gérard Veilleux acting as President, and Mr. D. Moulin, as Secretary.

The minutes of the last meeting were read and accepted, upon motion of Mr. Clermont Veilleux, seconded by Mr. Frédéric Veilleux.

The meeting notices having been sent, as shown by registration receipt annexed to said minutes.

It is moved by Mr. Frédéric Veilleux and seconded by Mr. Clermont Veilleux, that the number of the directors of the company be increased from 3 to 5, adopted.

It is moved by Mr. Clermont Veilleux and seconded by Mr. Frédéric Veilleux, that Messrs. Frédéric Veilleux and Clermont Veilleux, be appointed directors, adopted.

It is moved by Mr. Frédéric Veilleux and seconded by Mr. Clermont Veilleux, that all acts performed prior and up to date, by the Board of Directors of "La Parole Limitée" be ratified, adopted.

It is moved by Mr. Clermont Veilleux and seconded by Mr. Frédéric Veilleux, that the duration of a director's term of office be limited to one year.

There being no further questions to discuss, the meeting is closed.

GERARD VEILLEUX, D. MOULIN,
4184 President. Secretary.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF AUTHIER
COUNTY OF ABITIBI

NOTICE TO CREDITORS

Notice is hereby given, under Rule of Practice number 3 of the Quebec Municipal Commission, that the school commission of Authier, County of Abitibi, has submitted in conformity with the provisions of paragraph "B" of Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, to their creditors, a plan of financial reorganization, at a meeting which was held the 22th of May, 1940.

The plan thus submitted is now in force after having received all the approval required by Law.

In order to carry out the said plan of financial reorganization, the creditors are requested to

immédiatement les titres qu'ils détiennent, par courrier recommandé, ou par l'entremise d'une banque, à monsieur Geo. A. Laliberté, vérificateur en chef de la Commission municipale de Québec, hôtel du gouvernement, Québec. En échange, ils recevront de nouvelles obligations pour une valeur égale aux anciens titres.

Tous les coupons d'intérêt impayés devront être attachés aux anciens titres en transmettant ces derniers pour échange.

Daté à Authier, ce 7ième jour de septembre 1940.

La commission scolaire d'Authier,

Par: ALBERT DUMAS,

4211-o

Secrétaire-trésorier.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Gourock Ropes and Canvas Limited", autorisée à faire affaires dans cette Province, a nommé, par une nouvelle procuration, M. William McHarg Bone, cent trente-huit, rue Saint-Pierre, Montréal, son principal agent dans la province de Québec et que le siège social de la corporation sera établi en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de septembre 1940.

Le sous-secrétaire de la Province,

4185

JEAN BRUCHESI.

transmit immediately the titles which they hold, by registered mail, or through a Bank, to Mr. Geo. A. Laliberté, Chief Verifier of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec. In exchange they will receive new bonds, with a face value equal to their old titles.

All interest coupons must be attached to the old titles when transmitting the latter for exchange.

Dated at Authier, this 7th day of September, 1940.

The School Commission of Authier,

per ALBERT DUMAS,

4212

Secretary Treasurer.

Notice is hereby given that "Gourock Ropes and Canvas Limited", authorized to carry on business in this Province, has, by new power of attorney, appointed Mr. William McHarg Bone of one hundred and thirty eight Saint Peter Street, Montreal, its chief agent in the Province of Quebec and that the principal office of the Corporation is to be established in the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of September, 1940.

JEAN BRUCHESI,

4186-o

Under Secretary of the Province.

Bureaux-chef

Chief-Offices

Avis est donné que Garage Saint-Jérôme, Limitée, constituée en corporation par lettres patentes provinciales en date du 5 août 1940 et ayant son bureau principal dans la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, y a établi son bureau au numéro 961 de la rue Labelle et que ce bureau est considéré par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Saint-Jérôme, ce 14 août 1940.

Le secrétaire,

4199-o

ROLAND PAUZÉ.

Avis est donné que la compagnie "The Durite Company of Quebec, Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 novembre 1938 et ayant son bureau principal à Montréal, P.Q., a établi son bureau au No 779 de la rue Saint-Antoine.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 20e jour d'août 1940.

Le secrétaire,

4201-o

PAUL-E. LAFONTAINE.

OTTAWA RIVER DEVELOPMENT COMPANY

Règlement spécial "B"

Un règlement changeant la location du siège social

Qu'il soit décrété:

Que le siège social de la compagnie soit et il est par les présentes transporté du No 1155, Square Beaver Hall, Montréal, à 117, rue Principale, Hull, P.Q.

4203

Le secrétaire,

J. R. BINKS.

Notice is hereby given that Garage Saint-Jérôme Limitée, a Company duly incorporated by letters patent, has its head office at 961 Labelle Street, in the Town of St. Jérôme, District of Terrebonne, which place is considered as being the head office of the Company.

St. Jérôme, August 14th., 1940.

ROLAND PAUZÉ,

4200-o

Secretary.

Notice is hereby given that the "The Durite Company of Quebec, Limited" company incorporated by letters patent on the 17th November 1938, and having its head office in Montreal, has established its office at No. 779 St. Antoine St.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of August, 1940.

PAUL E. FONTAINE,

4202-o

Secretary.

OTTAWA RIVER DEVELOPMENT COMPANY

Special By-Law "B"

A By-law changing the location of the Head Office

Be it enacted:

That the head office of the company be and the same is hereby changed from No. 1155 Beaver Hall Square, Montreal, to 117 Main Street, Hull, P. Q.

4204-o

J. R. BINKS,

Secretary.

Charte—Abandon de

Charter—Surrender of

COLIN McARTHUR & COMPANY.

COLIN McARTHUR & COMPANY.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Colin McArthur & Company" s'adressera au procureur-général pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Notice is hereby given that Colin McArthur & Company will make application to the Attorney General for leave to surrender its Charter.

Montréal, le 29 août 1940.

Montreal, August 29th, 1940.

Le secrétaire-trésorier,
4173 ALLAN H. McDOUGALL.

ALLAN H. McDOUGALL,
4174-o Secretary-Treasurer.

Demande à la Législature

Application to the Legislature

SUCCESSION DE FEU THOMAS MUSSEN

ESTATE LATE THOMAS MUSSEN.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Crown Trust Company", une corporation légalement constituée, de Montréal, et Arthur York Wilks, directeur d'une compagnie d'assurances, de la cité de Westmount, exécuteurs testamentaires de la succession de feu Thomas Mussen, et Cornelius McGee, comptable, de ladite cité de Montréal, curateur à la substitution créée par le testament de feu Thomas Mussen, s'adresseront à la Législature de Québec lors de sa prochaine session, pour la passation d'une loi à l'effet d'autoriser les exécuteurs testamentaires à accepter de la succession de Henry Miles, en son vivant, de la cité de Montréal, sous forme de dation en paiement, en règlement de la somme de soixante mille dollars (\$60,000), avec les intérêts accrus, le lot cadastral numéro cent vingt-six (No 126) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier du Centre de ladite cité de Montréal, avec les bâtisses dessus construites, et avec le droit dans la suite de revendre et négocier ladite propriété avec même effet que si le droit de ce faire avait été donné aux exécuteurs testamentaires susdits en vertu du testament dudit feu Thomas Mussen.

Notice is hereby given that Crown Trust Company, a body corporate of Montreal, and Arthur York Wilks, insurance executive of the City of Westmount, executors of the Estate of the late Thomas Mussen, and Cornelius McGee, accountant of the said City of Montreal, curator to the substitution created by the Will of the late Thomas Mussen, will apply to the Legislature of Quebec at the next session for the passing of an act to authorize the executors to accept from the Estate of Henry Miles, in his lifetime of the City of Montreal, in the form of a dation en paiement, in settlement of the sum of Sixty thousand dollars (\$60,000.00), with accrued interest, Cadastral lot number one hundred and twenty-six (No. 126) on the Official Plan and in the Book of Reference for the Centre Ward in the said City of Montreal, with the buildings thereon erected, and with power thereafter to resell and deal with the said property with the same effect as if power so to do had been given to the aforesaid executors under the Will of the said late Thomas Mussen.

Daté à Montréal, ce 3ième jour de septembre 1940.

Dated at Montreal, this 3rd day of September, 1940.

Les agents des requérants,
4175-36-4 MANN, LAFLEUR & BROWN.

MANN, LAFLEUR & BROWN,
4176-36-4-o Agents for Petitioners.

Département de la Colonisation

Department of Colonization

ORDONNANCE, pour la fermeture du chemin dit "chemin entre les lots 47 et 48 du rang II, canton La Sarre."

ORDINANCE for the closing of the road called "the road between lots 47 and 48 of Range II, Township of La Sarre".

ATTENDU que le Conseil Municipal de Colombourg, dans le comté d'Abitibi, par une résolution en date du 3 août 1940, demande la fermeture du chemin dit "chemin entre les lots 47 et 48 du rang II, canton La Sarre," et que copie de la dite résolution a été déposée dans les archives du département de la Colonisation;

WHEREAS the Municipal Council of Colombourg, in the County of Abitibi, by a resolution dated the 3rd of August, 1940, requests the closing of the road called "the road between lots 47 and 48 of Range II, Township of La Sarre," and that a copy of the said resolution has been filed in the Archives of the Department of Colonization;

ATTENDU que les raisons alléguées à l'appui de cette demande sont que ce chemin est devenu inutile, parce qu'il en existe un autre qui traverse le lot 45 du même rang, et que l'entretien dudit chemin deviendra trop dispendieux et trop onéreux pour les contribuables, et qu'il n'y a pas d'objection à ce que ledit chemin soit fermé;

WHEREAS the alleged reasons for the support of this request are that the road has become useless, due to the fact that another road exists which crosses lot 45 of the same range, and that the upkeep of the said road shall become too costly and too burdensome for the taxpayers, and that there is no objection to the said road being closed;

ATTENDU qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu des dispositions de l'article 16 du chapitre 76 de nos Statuts de la Province de Québec, (1925), ce chemin ne peut être fermé sans une ordonnance du ministre de la Colonisation, des deniers du Gouvernement y ayant été dépensés;

EN CONSÉQUENCE, pour me conformer au désir du Conseil Municipal de Colonnbourg, dans le comté d'Abitibi, en ma qualité de sous-ministre de la Colonisation, j'autorise la Municipalité de Colonnbourg, à fermer le chemin plus haut mentionné et à remettre les terrains qu'il occupe à leurs propriétaires ou successeurs.

Québec, le 27 août 1940.

(Signed) LÉO BROWN,
4165-o Sous-ministre de la Colonisation.

WHEREAS it is expedient to grant this request and that in virtue of the provisions of article 16 of chapter 76 of Our Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, this road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization, Government monies having been spent thereon;

THEREFORE, to comply with the desire of the Municipal Council of Colonnbourg, in the County of Abitibi, in my quality of Deputy Minister of Colonization, I authorize the Municipality of Colonnbourg to close the road above mentioned and to return the lots of land occupied by it to their owners or successors.

Quebec, August 27th, 1940.

(Signed) LEO BROWN,
4166 Deputy Minister of Colonization.

Département de l'Instruction publique

No 835-40.

Québec, le 5 septembre 1940.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de: "La municipalité scolaire de Biron", dans le comté de Bonaventure, tout le territoire ci-dessous décrit, savoir:

"Les lots 1 à 18 inclusivement des rangs IV, V, VI du canton Nouvelle qui devront être détachés de la municipalité scolaire de Saint-Louis-de-Gonzague; les lots 19 à 31 inclusivement des mêmes rangs et du même canton qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire. Les lots D à A inclusivement du rang IV du canton de Carleton et les lots A à 11 inclusivement des rangs V, VI et VII du même canton. Ces derniers lots ne font partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée."

4213-36-2-o

No 870-40

Québec, le 4 septembre 1940.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de: "La municipalité scolaire de Lamarche", dans le comté de Chicoutimi, tout le territoire ci-dessous décrit, savoir:

"Tout le canton Rouleau qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire et les rangs VIII, IX et X du canton Labrecque qui devront être détachés de la municipalité scolaire de Labrecque."

4215-36-2-o

No. 835-40

Quebec, September 5th, 1940.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Biron" in the County of Bonaventure, all the territory hereinunder described, to wit:

Lots 1 to 18 inclusively of Ranges IV, V, VI of the Township of Nouvelle, which are to be detached from the School municipality of Saint-Louis-de-Gonzague; lots 19 to 31 inclusively of said Ranges and said Township which are not yet organized for school purposes. Lots D to A inclusively of Range IV of the Township of Carleton and lots A to 11 inclusively of Ranges V, VI and VII of said Township. These latter lots not forming part of any already organized school municipality.

4214-36-2

No. 870-40.

Quebec, September 4th 1940.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Lamarche", in the County of Chicoutimi, all the territory hereinunder described, to wit:

The whole of the Township of Rouleau which is not yet organized for school purposes and Ranges VIII, IX and X of the Township of Labrecque, which shall be detached from the School Municipality of Labrecque.

4216-36-2

Liquidation—Avis de

Dans l'affaire de: Hervé Gaudry & Anatole Gaudry, faisant affaires ensemble, en société dans les cité et district de Montréal, sous le nom de "Gaudry & Frère".

Avis est par la présente donné, que par un jugement de la Cour Supérieure rendu le 26ième jour d'août 1940, la susdite société a été dissoute et que le soussigné a été nommé liquidateur à ses biens.

Daté à Montréal, ce 29ème jour d'août 1940.

Le liquidateur,
ALBERT LAMARRE.

Bureau de Lamarre, Lamarre & Inns,
19 est, rue St-Jacques,
Montréal, Qué.

4177-o

Winding up notices

In the matter of: Hervé Gaudry & Anatole Gaudry, carrying on business together, in partnership, in the City and District of Montreal, under the name of "Gaudry & Frère".

Notice is hereby given, that by a judgment of the Superior Court rendered the 26th day of August, 1940, the aforesaid partnership was dissolved and that the undersigned was appointed liquidator of its assets.

Dated at Montreal, this 29th day of August, 1940.

ALBERT LAMARRE,
Liquidator.

Office of Lamarre, Lamarre & Inns,
19 St. James street, East.
Montreal, Que.

4178

Cour Suprême d'Ontario.

Dans l'affaire de la "Manufacturing Lumbermen's Underwriters";

Et sous l'empire de la Loi des Liquidations, chapitre 213 des Statuts refondus du Canada et ses amendements.

Avis est par les présentes donné que le soussigné a l'intention le ou après l'expiration de trente jours, à compter de la date de la publication de cet avis, de déposer au département des Assurances, Ottawa, Canada, une liste de toutes les personnes apparaissant dans les livres et registres de la "Manufacturing Lumbermen's Underwriters" comme créanciers de la "Manufacturing Lumbermen's Underwriters" ou comme réclamants en vertu de toute police de la "Manufacturing Lumbermen's Underwriters". Tel document démontrera le montant pour lequel chaque telle personne doit figurer comme réclamant ou créancier et la classe dans laquelle chaque telle personne sera placée. Les personnes se réclamant du titre de créanciers sont soumises, par les présentes, relativement à leurs réclamations, au plan de règlement de certaines affaires relevant des procédures canadiennes de liquidation approuvé par la Cour Suprême d'Ontario, par une ordonnance rendue le 12 avril 1939 et à la susdite Loi des Liquidations.

Daté ce 23ème jour d'août 1940.

Le liquidateur au Canada pour la
"Manufacturing Lumbermen's Underwriters".

GERARD JEPHCOTT,

a-s P. S. Ross & Sons,
600 Royal Bank Building,
Toronto.

4179

In the Supreme Court of Ontario.

In the matter of Manufacturing Lumbermen's Underwriters;

And in the matter of the Winding-Up Act, being Chapter 213 of the Revised Statutes of Canada and amending Acts.

Notice is hereby given that the undersigned intends on or after the expiration of thirty days from the publication of this notice to file in the Department of Insurance, Ottawa, Canada, a statement of all the persons appearing by the books and records of Manufacturing Lumbermen's Underwriters to be creditors of Manufacturing Lumbermen's Underwriters or to be claimants under any policy of Manufacturing Lumbermen's Underwriters. Such statement will show the amount for which each such person is to rank as a claimant or a creditor and the class in which each such person will be ranked. Persons claiming to be creditors are hereby referred in connection with their claims to the plan of settlement of certain matters arising in the Canadian liquidation proceedings approved by the Supreme Court of Ontario by order made on April 12, 1939 and to the Winding-Up Act aforesaid.

Dated this 23rd day of August, 1940.

GERALD JEPHCOTT,

Liquidator in Canada of
Manufacturing Lumbermen's Underwriters,
c-o P. S. Ross & Sons,
600 Royal Bank Building, Toronto.
4180-o

Minutes de notaire

Québec, ce 12 août 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur Marcel Gilbert, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Côme, district judiciaire de Beauce, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Grenier, en son vivant notaire de Saint-Côme, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la Province,
3867-33-5-o JEAN BRUCHESI.

Notarial minutes

Quebec, August 12th, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant Governor in Council by Mr. Marcel Gilbert, notary, residing and practising at Saint Côme, judicial district of Beauce, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Grenier, on his lifetime notary, of Saint-Côme, judicial District of Beauce.

JEAN BRUCHESI,
3868-33-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

No 287-E.

Québec, le 30 août 1940.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 27 août 1940, de nommer monsieur Henri Groulx, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Campbell Canton, dans le comté de Labelle, pour remplacer monsieur Alexandre Boyce.

No 721-E.

Quebec, le 30 août 1940.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 27 août 1940, de nommer monsieur J.-A. Thi-

Appointments

No. 287-E.

Quebec, August 30th, 1940.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 27th of August, 1940, to appoint Mr. Henri Groulx, school commissioner for the School Municipality of Campbell Township, in the County of Labelle, to replace Mr. Alexandre Boyce.

No. 721-E.

Quebec, August 30th, 1940.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 27th of August, 1940, to appoint Mr.

bault commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Grande-Baie (village), dans le comté de Chicoutimi.

No 1306-E.

Québec, le 30 août 1940.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 27 août 1940, de nommer monsieur Alexandre Babin, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, dans le comté de Compton.

No 1846-E.

Québec, le 30 août 1940.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 27 août 1940, de nommer Monsieur Conrad Coupal, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Val d'Or, dans le comté d'Abitibi.

4163-o

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 29 décembre 1939.

M. J. Gerald Coote, membre du Barreau de la Province de Québec: Conseil en loi du Roi.

Québec, le 12 juillet 1940.

M. Gérard Martineau: secrétaire des établissements industriels et commerciaux et photographe officiel du service d'enquête des accidents industriels, à compter du 15 juillet 1940.

Québec, le 27 août 1940.

M. Alphonse Lacroix, inspecteur pour l'Alliance Nationale, de Sayabec: juge de paix, avec juridiction sur toute la Province, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

MM. Paul-Omer Parent, inspecteur pour le comité paritaire des matériaux de construction, 12184, rue LeTellier, Montréal, et Eugène Lacombe, secrétaire et inspecteur, 302½, 3ème avenue, Québec: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec; Aurel Lemay, sgt. détective, 4425, rue Fabre, Montréal, Arthur Sansoucy, employé à la commission du chômage pour la ville de Montréal, 4631, de Lanaudière, Montréal, Fernand Samson, officier de probation à la Cour juvénile de Montréal, 6764, rue des Erables, Montréal, et J.-A.-Léo Dion, secrétaire-trésorier, Côte St-Luc: juges de paix, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Louis Girard, inspecteur à la commission des pensions de vieillesse, 190, ave des Erables, Québec, et Joseph Wallman, employé de Belleau, Fortier & DesRivières, avocats, 112, 9ème rue, Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Lorenzo Gaudreau, chauffeur, de Gaspé: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé. Les juges de paix, nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

MM. Willie Thibault, sec.-trés. de la municipalité de St-Stanislas, St-Stanislas: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Roberval; J.-Adélard Veilleux, restaurateur, de Batiscan: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Trois-Rivières; Théodore Turmel, rentier, de Ste-Sabine, et Zéphirin B-

J. A. Thibault, school commissioner for the School Municipality of Grande-Baie (village), in the County of Chicoutimi.

No. 1306-E.

Quebec, August 30th, 1940.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 27th, 1940, to appoint Mr. Alexandre Babin, school commissioner for the School Municipality of Notre Dame-du-Saint-Rosaire, in the County of Compton.

No. 1846-E.

Quebec, August 30th, 1940.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 27th, 1940, to appoint Mr. Conrad Coupal, school commissioner for the School Municipality of Val d'Or, in the County of Abitibi.

4164

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, December 29th, 1940.

Mr. J. Gerald Coote, member of the Bar of the Province of Quebec: to be King's Counsel.

Quebec, July 12th, 1940.

Mr. Gérard Martineau: to be secretary of the industrial and commercial establishment and official photographer of the inquiry service respecting industrial accidents, from and after the 15th of July, 1940.

Quebec, August 27th, 1940.

Mr. Alphonse Lacroix, inspector for l'Alliance Nationale, of Sayabec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

Messrs. Paul-Omer Parent, inspector of the Joint Committee of Building Materials, 12184 LeTellier street, Montreal, and Eugène Lacombe, secretary and inspector, 302½, 3rd avenue, Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Aurel Lemay, detective sgt., 4425 Fabre street, Montreal, Arthur Sansoucy, employee of the Unemployment Commission of the Town of Montreal, 4631 de Lanaudière, Montreal, Fernand Samson, probation officer at the Juvenile Court of Montreal, 6764 Maple street, Montreal, and J.-A. Leo Dion, secretary-treasurer, Côte St-Luc: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Louis Girard, inspector, in the Old Age Pension Board, 190 Maple avenue, Quebec, and Joseph Wallman, employee of Belleau, Fortier & Des Rivières, advocates, 112, 9th street, Quebec: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Lorenzo Gaudreau, chauffeur, of Gaspé: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Gaspé. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act, (S.R.Q., 1925, chapter 145).

Messrs. Willie Thibault, sec.-treas. of the Municipality of St-Stanislas, St. Stanislas: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Roberval; J. Adélard Veilleux, restaurant-keeper, of Batiscan: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Trois-Rivières; Théodore Turmel, annuitant, of Ste-Sabine, and Zéphirin B-

langer, cultivateur, de St-Damase de L'Islet: adjoints à la Commission de la paix du district judiciaire de Montmagny; Claude Parrot, commis, de Rivière-du-Loup: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Kamouraska. 4207-0

Bélanger, farmer, of St. Damase de L'Islet: to be Peace Commissioners for the judicial district of Montmagny; Claude Parrot, clerk, of Rivière-du-Loup: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Kamouraska. 4208

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec—Comté de Laval

VILLE LAVAL DES RAPIDES

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues par encan public dans la chambre du conseil, à l'Hôtel de Ville Laval des Rapides, MARDI, le VINGT-QUATRE SEPTEMBRE, mil neuf cent quarante, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes mentionnées et les frais, à savoir: Taxes Générales, Taxes Spéciales, Egouts, Intérêts, Frais, etc.; à moins qu'ils ne soient payés avant la vente.

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec—County of Laval

TOWN LAVAL DES RAPIDES

Public notice is hereby given that the properties hereunder described will be sold by Public Auction in the Council Room in the City Hall of the Town of Laval des Rapides, TUESDAY, the TWENTY FOURTH OF SEPTEMBER, one thousand nine hundred and forty, at TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of taxes as mentioned and the costs, viz: General Taxes, Special Taxes, Sewers, Interests, Costs etc; unless paid before the sale.

No de cadastre Schedule No.	Quartier Ward	Cadastre No. Subd. Parcelle St-Martin Parish	Rue & No de rue Street & No.	Lots, Bâti- ments Lots, Buildings	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	Montants réclamés Claimed amounts
1	Ouest—West.	241 47 à-to 49...	Boul. Sauriol...	Lots.	Patenaude Osias	\$ 42.76
2	Ouest—West.	241 180 à-to 181	" "	Lots.	Bélisle J. A.	22.33
3	Ouest—West.	241 24	" "	Lot.	Lamarche Mme Vve-Mrs. Wid. L. P.	37.86
4	Ouest—West.	241 23	" "	"	Cadorette Anthime	23.83
5	Ouest—West.	251-30-7	Boul. des Prairies	"	Maitland Dr. A. W.	96.94
6	Ouest—West.	251-30-6	" "	"	Maitland Dr. A. W. et al.	202.67

Mesurant (30) trente pieds de largeur en front par une profondeur de (215) deux cent quinze pieds dans sa ligne nord-est, et (194,6-10) cent quatre-vingt-quatorze pieds et six dixième, dans sa ligne sud-ouest, mesure anglaise, plus ou moins, borné en avant par le Boulevard des Prairies, en arrière par la Rivière des Prairies, d'un côté au nord-est par le lot 251-30-7, et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu du dit lot 251-30-6, moins bâtiment.

A place (30) thirty feet in front, by (215) two hundred and fifteen feet depth on the north-east side, and (194,6-10) one hundred and ninety four feet and six tenth depth on the south-west side, English measure, bounded in front by the Blvd. des Prairies, on the back by the Rivière des Prairies, on the north-east side by the lot No. 251-30-7, on the south-west side by the balance of lot No. 251-30-6, less building.

7	Centre	255 55 à-to 61	Ave Legrand	Lots	Ema & Saad Ltd.	\$103.46
8	Centre	255 137 à-to 139	Ave Laval	"	Spénard Méline	6.68
9	Centre	255 218 à-to 222	" "	"	Ema & Saad Ltd.	237.50
10	Centre	255 313	" "	Lot	Jobin, Elzéar	24.02
11	Centre	256 113 & 114	Ave Parc	Lots, Bat.-Bldgs	Robinson Alfred	111.04
12	Centre	256 80 à-to 82	" "	"	Trottier, Paul	325.82
13	Centre	256 26 à-to 28	" "	"	Lavigne, Joseph	334.97
14	Centre	256 224	" "	Lot	Massicotte, Léo	50.11
15	Centre	256 225	" "	"	Massicotte, Mme-Mrs. Léo	50.11
16	Centre	256 317	Ave Pacifique	"	Jobin, Elzéar	5.62
17	Centre	256 330	" "	"	Massicotte Mme-Mrs. Léo	20.51
18	Centre	256 331	" "	"	Massicotte, Léo	21.68
19	Centre	P. 256-475	" "	Lot, Bat.-Bldgs	Desautels, Oscar	512.49

Borné au nord-ouest par le lot 256-474, au sud-est par une partie du lot 256-475, vers le nord-est par le terrain du Canadien Pacifique Ry., et vers le sud-ouest par la rue Prince de Galles (aujourd'hui Ave Pacifique).

Bounded at the north-west by the lot 256-474, at the south-east by part of the lot 256-475, at the north-east by the Canadian Pacific Ry. land, at the south-west by the Prince of Wales st. (to-day Pacific Ave).

20	Centre	256 472	Ave Pacifique	Lot, Bat.-Bldgs	Desautels, Oscar	320.79
21	Est—East	P. 284-1	Montée Major	"	Bastien Emile	508.15

Pour corriger vente du 14 mars 1939—100 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur mesure anglaise et borné comme suit: En front vers l'est par la Montée Major, d'un côté vers le sud par l'emplacement de M. A. Caron, en arrière vers l'ouest et de l'autre côté vers le nord par d'autres parties dudit lot 284-1.

To correct sale of March the 14th 1939—100 feet width by 100 feet depth English measure, bounded as follow: In front East side by the Montée Major, one side by the south by the place of Mr. A. Caron, in back to the west and on the other side to the north by the balance of the said cadastral 284-1.

Donné sous mon seing et le sceau de la Ville Laval des Rapides, à Ville Laval des Rapides, ce 24ième jour d'août, mil neuf cent quarante.

Given under my signature and the seal of the Town of Laval des Rapides, at the Town of Laval des Rapides, this 24th. day of August, one thousand nine hundred and forty, (1940).

4061-35-2-0

Le greffier,
PAUL E. DEMERS.

4062-35-2-0

PAUL E. DEMERS,
City Clerk.

VILLE ST-PIERRE

VENTE DE PROPRIÉTÉS POUR TAXES

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de la ville St-Pierre, MERCREDI, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE 1940, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

TOWN OF ST. PIERRE

SALE OF PROPERTIES FOR TAXES

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of the Town of St. Pierre, on WEDNESDAY, the SECOND day of OCTOBER, 1940, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom.—Name.	Cadastre	Subdivision
Brisebois, Vve-Widow, Mme-Mrs. O.	119	1/2-29 N.-O.-N.W. (avec bâtisses-with buildings)
" " " "	119	1/2 30 S.-E. (avec bâtisses-with buildings).
Sujets à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes.		Subject to the privileged claim of consolidation of arrears of taxes.
Duval, Louis.	130	137, 138, (avec bâtisses-with buildings).
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxe.		Subject to the privileged claim of consolidation of arrears of taxes.
Larche, Alfred	136	Pt. (non-sousdivisée-unsubdivided) (avec bâtisses-with buildings).
A distraire la partie vendue à A.-G. Evans, mesurant 77.5 pieds de largeur et 71 pieds de profondeur d'un côté et 54 pieds de profondeur de l'autre côté, enregistrée à Montréal le 13 juin 1928 sous le numéro 181056.		Less the part sold to A. G. Evans, measuring 77.5 feet wide and 71 feet deep on one side and 54 feet deep on the other side, registered at Montreal on June 13th 1928 under number 181056.

Les immeubles susdits sont tous sur le plan et dans le livre de renvoi de la paroisse de Montréal, et situés dans la ville St-Pierre.

Donné à l'Hôtel de Ville, ville St-Pierre, P.Q. ce 29 août 1940.

Le secrétaire-trésorier,
4181—36-2-o H. FLORIMOND MALO.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Montreal, and situated in the town of Ville St. Pierre.

Given at the Town Hall, Ville St. Pierre, P.Q., this 29th August, 1940.

H. FLORIMOND MALO,
4182—36-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR LES SHERIFS

BEDFORD

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Canada,
Province de Québec,
District de Bedford.
Cour de Magistrat
à Farnham.
No 1611.

EUSEBE LEMAIRE,
Demandeur; vs
HECTOR alias VICTOR FOURNIER, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement désigné comme étant le coin ouest du numéro cinq cent cinquante (550), des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Farnham, District de Bedford, de la contenance de quatre-vingt-dix pieds de largeur sur cent quatre-vingt pieds de longueur, mesure anglaise, à être mesuré au milieu de la largeur, la ligne du cordon vers le nord formera des angles réguliers avec les lignes est et ouest dudit emplacement, de sorte que le déficit en longueur de la ligne ouest se trouvera en surplus dans la ligne est, borné au sud par la rue Yamaska de ladite ville, à l'ouest par le numéro cinq cent cinquante et un dudit cadastre, vers le nord et l'est par le reste

SHERIFFS' SALES

BEDFORD

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Canada,
Province of Quebec,
District of Bedford.
Magistrate's Court.
at Farnham.
No. 1611.

EUSEBE LEMAIRE,
Plaintiff; vs
HECTOR alias VICTOR FOURNIER, Defendant.

As belonging to the Defendant:

An emplacement designated as being the west corner of number five hundred and fifty (550) on the official plan and in the book of reference for the town of Farnham, district of Bedford, measuring ninety feet in width by one hundred and eighty feet in length, English measure, to be measured in the centre of the width, the cordon line towards the north will form regular angles with the east and west lines of said emplacement, so that the deficit in length of the west line will be found as a surplus in the east line, bounded on the south by Yamaska Street, of said Town, on the west by number five hundred and fifty one of said cadastre, on the north and east, by the

dudit numéro cinq cent cinquante—avec maison et autres bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Paroisse de St-Romuald de Farnham, en la ville de Farnham, dit district, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE, 1940, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. W. FREDERIC KAY.

Sweetsburg, Qué., ce 31 août 1940. 4189-36-2-o
[Première publication, 7 septembre 1940]

residue of said number five hundred and fifty—with a house and other buildings.

To be sold at the parochial church door of the Parish of St-Romuald de Farnham, in the Town of Farnham, said district, on the NINTH day of OCTOBER, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

W. FREDERIC KAY,

Sheriff's Office. Sheriff.

Sweetsburg, Que., August 31st, 1940. 4190-36-2
[First publication, September 7th, 1940.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

No 15090 } A DÉLARD BOUCHARD, marchand, de la paroisse de St-Benoît-Abbé, district de Kamouraska, demandeur; contre ALFRED LABBÉ, des mêmes lieux, défendeur.

Tous les droits de préemption, les bâtisses et dépendances, travaux et améliorations sur le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, du Canton Robinson, dans le comté de Témiscouata, sous le numéro neuf (9) du rang neuf (9) dudit Canton Robinson.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Benoît-Abbé, district de Kamouraska, MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1940, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. E.-A. DOUCET.

Rivière-du-Loup, 12 août 1940. 3897-33-2-o
[Première publication, 17 août 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Kamouraska.

No. 15090 } A DÉLARD BOUCHARD, merchant, of the parish of St-Benoît Abbé, district of Kamouraska, plaintiff; against ALFRED LABBÉ, of the same place, defendant.

All the rights of preemption, the buildings and dependencies, works and improvements on the lot known and designated on the official plan and book of reference of the township of Robinson, in the county of Témiscouata, under number nine (9) of range nine (9) of the said township of Robinson.

To be sold at the church door of the parish of St-Benoît Abbé, district of Kamouraska, WEDNESDAY the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

E. A. DOUCET,

Sheriff's Office. Sheriff.

Rivière-du-Loup, August 12, 1940. 3898-33-2
[First publication, August 17th, 1940]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour de Magistrat.—District de Montmagny.

Province de Québec. } EMILE NOEL, fils de No 13143. } Jean, cultivateur de la paroisse de Ste-Euphémie, comté de Montmagny, Demandeur; vs JOSEPH GOULET, du même lieu, Défendeur.

Un certain terrain avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, mesurant 85 pieds de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton d'Armagh, partie annexée à Montmagny, comme étant partie du lot numéro treize A (ptie de 13A) du premier rang sud-est, borné au nord-est à Zéphirin Giroux, nord et sud à Ludger Bouffard et sud au chemin public.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Euphémie, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1940, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le député-shérif,

Bureau du Shérif. AIMÉ CARON.

Montmagny, le 13 août 1940. 3903-33-2-o
[Première publication, le 17 août 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Magistrate's Court.—District of Montmagny.

Province of Quebec. } EMILE NOEL, son No. 13143. } of John, farmer of the parish of Ste-Euphémie, county of Montmagny, Plaintiff; vs JOSEPH GOULET, of the same place, Defendant.

A certain lot of land with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, measuring eighty-five feet in front, by one arpent depth more or less, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of Armagh Canton, part annexed to Montmagny as being part of lot number thirteen A (part of 13-A) on south-east first range bounded on the north-east by Zéphirin Giroux, north and south by Ludger Bouffard and south by the public road.

To be sold at the parochial church door of Ste-Euphémie, the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1940, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

AIMÉ CARON,

Sheriff's Office. Deputy-Sheriff.

Montmagny, August 13, 1940. 3904-33-2-o
[First publication, August 17th, 1940]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

C. C.—District of Montreal.

Montréal, à savoir: } LA VILLE DE POINTE
No 107214. } CLAIRE, Demande-
resse; vs ELVA-A. DESMARCHEL ET AL,
Défendeurs.

Un certain lot étant connu sous le numéro soixante-quinze de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-six (56-75) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur l'Avenue Lakeside, avec les bâtisses dessus construites portant le numéro civique 27 de l'Avenue Broadview, à Valois, avec droit de passage sur la dite Avenue.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$320. sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, daté le 3 septembre 1940.

Le shérif,

Bureau du shérif. L.-P. CAISSE.
Montréal, 3 septembre 1940. 4191—36-2-o
[Première publication, 7 septembre 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District of Montreal

Montréal, à savoir: } THE MUTUAL LIFE
193606 } ASSURANCE COM-
PANY OF CANADA, demanderesse; vs QUEEN
MARY MANSIONS LIMITED, défenderesse.

"A" Ce certain emplacement ayant front sur "Queen Mary Road", en la cité de Montréal, étant composé des lots numéros vingt-cinq et vingt-six, au plan de subdivision officiel du lot numéro quarante-neuf (49-25 & 26) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et des lots numéros un et deux, au plan de resubdivision officiel du lot numéro vingt-quatre, au plan de subdivision officiel dudit lot originaire numéro quarante-neuf (49-24-1 & 2), aux dits plan et livre de renvoi officiels; le tout avec la maison à appartements dessus construite portant le numéro civique 5180 dudit Queen Mary Road, et avec et sujet, en faveur dudit emplacement et de celui qui lui est immédiatement contigu au sud-ouest composé, entre autres, du lot de resubdivision numéro quatre dudit lot de subdivision numéro vingt-quatre dudit lot originaire numéro quarante-neuf, des édifices dessus érigés et des propriétaires d'iceux, au droit de vue et de passage, à pied et en voitures, animaux, et automobiles, en aucun temps, en commun, dans et sur cette certaine lisière de terrain vacante et à rester vacante, composée dudit lot de resubdivision numéro deux et du lot de resubdivision numéro trois, les deux dudit lot de subdivision numéro vingt-quatre et dudit lot originaire numéro quarante-neuf (49-24-2- & 3), avec ensemble le droit de vue, généralement, de la ruelle située en arrière dudit emplacement connu comme étant le lot de subdivision numéro vingt-sept dudit lot originaire numéro quarante-neuf (49-27) aux dits plan et livre de renvoi officiels et aussi, avec et sujet, en faveur dudit emplacement et de celui qui lui est immédiatement contigu au nord-est connu comme étant la partie nord-ouest du lot de subdivision numéro soixante-dix-huit du lot originaire numéro quarante-huit (48-Ptie N. O. 78), aux dits plan et livre de renvoi officiels, des édifices dessus érigés et des propriétaires

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

C. C.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TOWN OF POIN-
107214. } TE CLAIRE, Plaintiff;
vs ELVA A. DESMARCHEL ET AL., Defen-
dants.

A certain lot being known under number seventy five of the official subdivision of lot number fifty six (56-75) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Pointe-Claire, in the County of Jacques Cartier, fronting on Lakeside avenue—with the buildings thereon erected, bearing civic number 27 Broadview Avenue, at Valois, with right of way on said Avenue.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the TENTH of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$320. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Surveyer, dated September 3rd, 1940.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, September 3rd, 1940. 4192—36-2
[First publication, September 7th., 1940.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: } THE MUTUAL LIFE
193606 } ASSURANCE COM-
PANY OF CANADA, plaintiff; vs QUEEN
MARY MANSIONS LIMITED, defendant.

"A" That certain emplacement fronting on Queen Mary Road, in the City of Montreal, being composed of lots numbers twenty-five and twenty six upon the official subdivision plan of lot number forty nine (49-25 & 26) upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and of lots numbers one and two, upon the official resubdivision plan of lot number twenty-four, upon the official subdivision plan of said original lot number forty-nine (49-24-1 & 2), upon the said official plan and book of reference; the whole with the apartment house, thereon erected, bearing civic No. 5180 of said Queen Mary Road, and with and subject, in favour of said emplacement and of that immediately adjoining the same to the southwest composed of, amongst others, resubdivision lot number four of said subdivision lot number twenty four of said original lot number forty-nine, of the buildings thereon erected and of the owners thereof to the right of view and of passage, on foot and with vehicles, animals and automobiles, at all times, in common, in, over and upon that certain vacant strip of land and to remain vacant composed of said resubdivision lot number two and of resubdivision lot number three, both of said subdivision lot number, twenty-four of said original lot number forty-nine (49-24-2 & 3) together with right of view generally of the lane situate in rear of said emplacement known as subdivision lot number twenty seven of said original lot number forty-nine (49-27), upon the said official plan and book of reference, and also with and subject, in favour of said emplacement and of that immediately adjoining the same to the northeast known as the northwest part of subdivision lot number seventy eight of the original lot number forty eight (48-N. W. Pt. 78) upon the said official plan and book of reference, of the buildings thereon erected and of the owners

d'iceux, à la servitude perpétuelle de vue et de passage, à pied et en voitures, animaux et automobiles, en tout temps, en commun, dans et sur cette certaine lisière de terrain vacante et à rester vacante, mesurant dix pieds de largeur par cent onze pieds de profondeur, à partir dudit Queen Mary Road, mesure anglaise, et plus ou moins, et étant prise, sur une largeur de sept pieds, mesure anglaise, de l'extrême partie sud-ouest de ladite partie nord-ouest dudit lot de subdivision numéro soixante-dix-huit dudit lot originaire numéro quarante-huit et, pour les trois pieds restants en largeur, mesure anglaise, à compter de l'extrême partie nord-est dudit lot de subdivision numéro vingt-six dudit lot originaire numéro quarante-neuf, pour communiquer dudit Queen Mary Road à ladite ruelle située sur ledit côté sud-ouest dudit lot numéro soixante-dix-huit dudit lot originaire numéro quarante-huit, et en arrière dudit lot de subdivision numéro vingt-six dudit lot originaire numéro quarante-neuf, telle que ladite servitude a été créée et établie en vertu d'un acte de création de servitude par René Beaulieu, exécuté devant notaire, le dixième jour du mois de juillet mil neuf cent trente et un (1931), enregistré au bureau d'enregistrement pour la division de Montréal, sous le numéro 282783.

"B" Ce certain emplacement ayant front sur Queen Mary Road, en la cité de Montréal, étant composé des lots numéros vingt-deux et vingt-trois, au plan de subdivision officiel du lot numéro quarante-neuf (49-22 & 23) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et des lots numéros trois et quatre, au plan de resubdivision officiel du lot numéro vingt-quatre, au plan de subdivision officiel dudit lot originaire numéro quarante-neuf (49-24-3 & 4) auxdits plan et livre de renvoi officiels; le tout avec la maison à appartements dessus construite portant le numéro civique 5190 dudit Queen Mary Road, et avec et sujet, en faveur dudit emplacement et de celui qui lui est immédiatement contigu au nord-est, composé, entre autres, du lot de resubdivision numéro un dudit lot originaire numéro vingt-quatre dudit lot originaire numéro quarante-neuf, des édifices dessus érigés et des propriétaires d'iceux, au droit de vue et de passage, à pied et en voitures, animaux et automobiles, en tout temps, en commun, dans et sur cette certaine lisière de terrain vacante et à rester vacante composée du lot de resubdivision numéro deux et du lot de resubdivision numéro trois, tous deux dudit lot de subdivision numéro vingt-quatre dudit lot originaire numéro quarante-neuf (49-24-2 & 3) auxdits plan et livre de renvoi officiels, et aussi avec le droit de se servir de la ruelle située en arrière de l'emplacement ci-dessus décrit et connu comme étant le lot de subdivision numéro vingt-sept dudit lot originaire numéro quarante-neuf (49-27) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$5000.00, pour chacun des paragraphes, sera exigé de tout offrand et enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Rhéaume, en date du 28 août 1940.

Bureau du shérif,
Montréal, le 4 septembre 1940. 4209-36-2
[Première publication, 7 septembre 1940]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.

thereof, to perpetual servitude of view and of passage, on foot and with vehicles, animals and automobiles, at all times, in common, in, over upon that certain vacant strip of land and to remain vacant measuring ten feet in width by one hundred and eleven feet in depth, from said Queen Mary Road, English measure, and more or less, and being taken for seven feet in width, English measure, from the extreme southwest part of said northwest part of said subdivision lot number seventy-eight of said original lot number forty-eight and, for the remaining three feet in width, English measure, from the extreme northeast part of said subdivision lot number twenty six of said original lot number forty-nine, to communicate from said Queen Mary Road with said lane situate on said southwest side of said lot, number seventy eight of said original lot number forty-eight, and in rear of said subdivision lot number twenty six of said original lot number forty-nine, as said servitude was created and as established under deed of creation of servitude by René Beaulieu, executed before Notary, on the tenth day of the month of July, nineteenth hundred and thirty one (1931), registered at the Registry Office for the Registration Division of Montreal under No. 282783.

"B" That certain emplacement fronting on Queen Mary Road, in the City of Montreal, being composed of lots numbers twenty-two and twenty three, upon the official subdivision plan of lot number forty-nine (49-22 & 23) upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and of lots numbers three and four, upon the official resubdivision plan of lot number twenty-four, upon the official subdivision plan of said original lot number forty-nine (49-24-3 & 4), upon the said official plan and book of reference; the whole with the apartment house thereon erected bearing civic No. 5190 of said Queen Mary Road, and with and subject, in favour of said emplacement and of that immediately adjoining the same, to the northeast, composed of amongst others, resubdivision lot number one of said original lot number twenty-four of said original lot number forty-nine, of the buildings hereon erected and of the owners thereof, to the right of view and of passage, on foot and with vehicles, animals and automobiles, at all times, in common, in, over and upon that certain vacant strip of land and to remain vacant composed of resubdivision lot number two and of resubdivision lot number three, both of said subdivision lot number twenth-four of said original lot number forty-nine (49-24-2 & 3) upon the said official plan and book of reference, and also with the right of use of the lane situate in rear of the emplacement hereinabove described and known as subdivision lot number twenty-seven of said original lot number forty-nine (49-27) upon the said official plan and book of reference.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TENTH day of OCTOBER next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$5000.00, as to each paragraph, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Mr. Justice Rhéaume, dated August 28th 1940.

Sheriff's Office,
Montreal, September 4th, 1940. 4210-36-2-o
[First publication, September 7th, 1940]

L. P. CAISSE,
Sheriff.

SAINT-FRANÇOIS

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de St-François

Sherbrooke, { **FREDERICK J. SOUTH-**
No 1763. { **WOOD**, agent d'assurance,
DAME MAY OLIVE McDONALD, veuve de
feu William Henry Southwood en son vivant de
la ville de Richmond, district de St-François,
hôtelier, tous deux de la cité de Sherbrooke,
district de St-François, en leur qualité d'exécuteurs
testamentaires à feu William Henry Southwood,
demandeurs; vs ISAAC ERNEST BUSHEY, de la ville de
Richmond, district de St-François, employé de chemin de fer,
défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Le lot No 29 (vingt-neuf) du cadastre de la ville de Richmond et les bâtisses sus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Famille de Richmond, JEUDI, le DIX-NEUF SEPTEMBRE prochain, à DIX heures a.m. (heure avancée).

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 12 août 1940.

3899-33-2-o

[Première publication, 17 août 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of St. Francis

Sherbrooke, { **FREDERICK J. SOUTH-**
No. 1763. { **WOOD**, insurance agent,
DAME MAY OLIVE McDONALD, widow of late William Henry Southwood, during his life of the town of Richmond, said district, innkeeper, both of them of the City of Sherbrooke, said district, in their quality of executor to late William Henry Southwood, Plaintiffs; vs ISAAC ERNEST BUSHEY, of the town of Richmond, district of St. Francis, employee of railroad, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lot No. twenty-nine (29) of the cadastral plan and book of the Town of Richmond, with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of Ste. Famille de Richmond, THURSDAY, the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN a.m. (daylight saving time).

J. P. C. LEMIEUX,

Sheriff's Office,
Sherbrooke, this 12th of August 1940.

3900-33-2-o

[First publication, August 17th, 1940]

SAINT-HYACINTHE

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe

Saint-Hyacinthe, à savoir: { **MICHEL DAN-**
No 4174 { **SEREAU**, demandeur; contre GELAS HOULE, défendeur.

1. Une terre sise et située en la paroisse de St-Dominique, sur le septième rang, de la contenance de quatre arpents de large sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant le lot numéro cent six (106) du cadastre officiel de la dite paroisse, avec les bâtisses y érigées.

2. Un lopin de terre en bois debout, sis et situé en la paroisse de Ste-Rosalie, sur le cinquième rang, contenant un arpent et six pieds de large sur treize arpents de profondeur, le tout plus ou moins, borné en front et du côté nord-est par Adoré Lussier, en profondeur au résidu du lot numéro trois cent douze (312), et du côté sud-ouest par Aldéric Tanguay et autres; ce terrain faisant partie du lot numéro trois cent douze (p. 312) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Ste-Rosalie.

Pour être vendue la terre décrite au paragraphe un, à la porte de l'église de la paroisse de St-Dominique, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1940), à DIX heures de l'avant-midi; et le lopin de terre décrit au second paragraphe du dit avis, à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Rosalie, le même jour, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS. L. CORMIER.
St-Hyacinthe, 13 août 1940.

3901-33-2-o

[Première publication, 17 août 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Saint Hyacinthe

Saint Hyacinthe, to wit: { **MICHEL DAN-**
No. 4174. { **SEREAU**, Plaintiff; against ELAS HOULE, Defendant.

1. A land situate in the parish of St. Dominique, on the seventh range, containing four arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less, being the lot number one hundred and six (106) on the official cadastre of the said parish, with the buildings thereon erected.

2. A wooded piece of ground situate in the parish of Ste. Rosalie, on the fifth range, containing one arpent and six feet in width by thirteen arpents in depth, the whole more or less, bounded in front and on the north east side by Adoré Lussier, in depth by the residue of lot number three hundred and twelve, and on the south west side by Aldéric Tanguay & al; that piece of ground being a part of lot number three hundred and twelve (p. 312) on the official plan and book of reference of the said parish of Ste. Rosalie.

To be sold the land described at paragraph one, at the parochial church door of St. Dominique, TUESDAY, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next (1940), at TEN o'clock in the forenoon; and the piece of ground described at paragraph second, at the parochial church door of Ste. Rosalie, on the same day, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office,
St. Hyacinthe, August 13th 1940.

3902-33-2-o

[First publication, August 17th, 1940]

Commission du salaire minimum

AVIS

La Commission du salaire minimum a adopté le 27 août 1940 les résolutions suivantes, savoir:

1.—*Ordonnance No 4—article 105—règle 52*:—La règle d'interprétation No 52 interprétant l'article 105 de l'ordonnance No 4 adoptée par l'Office des salaires raisonnables le 22 décembre 1939, et approuvée par arrêté ministériel le 13 janvier 1940, est abrogée.

2.—*Ordonnance No 4—article 44—règle d'interprétation*:—Les salariés régis par l'article 44 de l'ordonnance No 4 sont sujets à une semaine de 54 heures.

3.—*Etat de guerre—article 76 de l'ordonnance No 4*:—Ledit article ne s'applique pas aux employés travaillant dans les établissements qui ont à remplir des contrats de guerre, et ce, à partir du 1er septembre 1940 au 1er janvier 1941.

Québec, ce 30 août 1940.

Le secrétaire intérimaire,
J.-A.-V. AUGER.

4193-0

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Minimum Wage Commission adopted on August 27, 1940, the following resolutions:

1.—*Ordinance No. 4—Article 105—Rule 52*:—Rule of interpretation No. 52 interpreting Article 105 of Ordinance No. 4 adopted by the Fair Wage Board on December 22, 1939, and approved by Order-in-Council of January 13, 1940, is repealed.

2.—*Ordinance No. 4—Article 44—Rule of interpretation*:—Employees governed by Article 44 of Ordinance No. 4 are subject to a workweek of 54 hours.

3.—*State of War—Article 76 of Ordinance No. 4*:—Said article does not apply for the period from September 1st, 1940, to January 1st, 1941, to employees working in establishments which have war contracts to carry out.

Quebec, August 30, 1940.

J. A. V. AUGER,
Temporary Secretary.

4194-0

Ministère du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 2678 du 12 juillet 1940, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville:

Le paragraphe "f" suivant est ajouté à la suite du paragraphe "e" de l'article IV:

"f. Toutefois les employeurs professionnels, tels que définis par le paragraphe "g" de l'article 1 de la Loi de la convention collective, et qui sont reconnus par l'autorité provinciale ou l'autorité municipale, comme des entrepreneurs de bonne foi, pourront payer les taux ci-bas énumérés pour les métiers suivants:

	Zone I	Zone II
Charpentiers-menuisiers	\$0 45	\$0 35
Peintres, tapisseurs et vitriers	0 40	0 30
Briqueurs, plâtriers et maçons	0 55	0 45

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 7 septembre 1940.

4195-0

CORRECTION

La version française du décret numéro 1832 du 6 mai 1940, relatif aux métiers de la construction pour la région de Québec publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, du 11 mai 1940 est corrigée comme suit:

Dans la liste des municipalités faisant partie de la Zone I de la juridiction territoriale, article

Department of Labour

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been presented to him to the effect to modify decree No. 2678 of July 12th, 1940, relating to the building industry in Saint-Hyacinthe, Bagot and Rouville counties, in the following manner:

The following subsection "f" is added to subsection "e" of section IV:

"f. However, the professional employers, as defined in subsection "g" of section 1 of the Collective Agreement Act, and who are known by the provincial authority or the municipal authority, as bona fide contractors, may pay the rates hereinafter enumerated for the following trades:

	Zone I	Zone II
Carpenters, joiners	\$0 45	\$0 35
Painters, wall-paper hangers and glaziers	0 40	0 30
Bricklayers, plasterers and masons	0 55	0 45

During the thirty days from the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to present against the said request.

GERARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour.

Quebec, September 7th, 1940.

4196-0

CORRECTION

The French version of decree No. 1832 of May 6th, 1940, relating to the building trades in Quebec district, published in the *Quebec Official Gazette* of May 11th, 1940, is corrected as follows:

In the list of the municipalities included in Zone I of the territorial jurisdiction, section II,

II, paragraphe "b", page 1509, la municipalité de Charlesbourg doit être considérée comme apparaissant avant la municipalité de Charlesbourg-Ouest et comme faisant partie de ladite zone.

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 7 septembre 1940. 4205-o

subsection "b", page 1509, the municipality of Charlesbourg must be considered as being mentioned before the municipality of Charlesbourg-West and belonging to the said zone.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 7th, 1940. 4206-o

Arrêtés-en-Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 26 août 1940 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 27 août 1940.

Concernant certains règlements édictés en vertu de la Loi des produits agricoles

No 3099

L'honorable ministre de l'agriculture, dans un mémoire en date du 26 août (1940), recommande:

Que les règlements annexés au mémoire susdit soient édictés et qu'ils entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette Officielle de Québec*, (Loi des produits agricoles, statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 68B, tel qu'édicté par la Loi 25-26 George V, chapitre 30, articles 3, paragraphe 1).

Que l'arrêté ministériel numéro 2702, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 23 décembre 1938, soit annulé.

RÈGLEMENTS TOUCHANT LE CLASSEMENT, L'ACHAT ET LA VENTE DES ŒUFS

1. (a) "Types canadiens pour les œufs" signifient les types établis par la Loi de 1939 sur les animaux de ferme et leurs produits (Canada) et les règlements édictés en application de cette loi, touchant les catégories, matériaux d'emballage, marques de catégorie, locaux et matériel de classement.

(b) "Livraison" signifie le transfert physique d'œufs d'un local à un autre, qu'il y ait ou non changement dans le titre de propriété de ces œufs.

(c) "Ministère" signifie le Ministère de l'Agriculture.

(d) "Oeufs" signifient les œufs en coque de la poule domestique, exceptés ceux destinés à l'incubation.

(e) "Premier receveur" signifie toute personne, autre qu'un poste enregistré de classement, qui achète ou reçoit en consignment ou à compte, des œufs non classés, venant de producteurs.

(f) "Oeufs classés" signifient des œufs placés dans des contenants marqués du nom d'une catégorie type canadienne.

(g) "Ministre" signifie le Ministre de l'Agriculture.

(h) "Producteur" signifie une personne qui expédie, transporte ou expédie des œufs produits sur sa propre ferme, et pas d'autres.

(i) "Poste enregistré de classement" signifie des locaux qui ont reçu un certificat d'enregistrement les autorisant à faire le classement, l'emballage et le marquage des œufs d'après les types canadiens dans ces locaux.

Orders-in-Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated August 26th, 1940, approved by the Lieutenant Governor on August 27th, 1940.

Concerning certain By-laws enacted under the Agricultural Products Act

No. 3099

The Honourable the Minister of Agriculture, in a memorandum dated the 26th of August (1940) recommends:

That the by-laws annexed to the aforesaid memorandum be enacted, and that they come into force from and after their publication in the *Quebec Official Gazette* (Agricultural Products Act, Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 68B, as enacted by the Act 25-26 George V, chapter 30, article 3, paragraph 1.)

That Order in Council number 2702, approved by the Lieutenant Governor on December 23rd 1938, be cancelled.

REGULATIONS RESPECTING THE GRADING, PURCHASE AND SALE OF EGGS

1. (a) "Canadian Egg Standards" means the standards with respect to grades, Packing Materials, Grade Markings and Grading Premises and Equipment for eggs, as established by the Live Stock Products Act, 1939, (Canada) and regulations thereunder.

(b) "Delivery" means the physical transfer of eggs from one premises to another premises, whether or not any change in the ownership of the eggs is involved.

(c) "Department" means the Department of Agriculture.

(d) "Eggs" means eggs of the domestic hen in the shell, excepting only those intended for incubation.

(e) "First Receiver" means any person other than a Registered Egg Grading Station who purchases or receives on consignment or on account ungraded eggs from producers.

(f) "Graded Eggs" means eggs in containers which are marked with the name of a Canadian Standard Egg Grade.

(g) "Minister" means the Minister of Agriculture.

(h) "Producer" means a person who ships, transports or sells only eggs produced on his own farm.

(i) "Registered Egg Grading Station" means premises with respect to which a Certificate of Registration has been issued authorizing the grading, packing and marking of eggs according to the Canadian Egg Standards in such premises.

(j) "Marchand de détail" ou "détaillant" signifie toute personne qui offre, a en sa possession pour la vente ou vend des œufs à un consommateur.

(k) "Expédier" ou "expédition" signifie l'acte manifeste de toute personne aboutissant au transport par voiturier public ou tout autre moyen de transport public, des œufs sortant d'un point ou allant à un point de la province de Québec.

(l) "Transport" ou "transportant" signifie l'acte manifeste de toute personne aboutissant au transport, autrement que par expédition, des œufs sortant d'un point ou allant à un point de la province de Québec.

(m) "Œufs non classés" signifient des œufs mis dans des contenants qui ne sont pas marqués du nom d'une catégorie type canadienne.

(n) "Marchand de gros" ou "grossiste" signifie toute personne qui vend des œufs à un marchand de détail ou à tout restaurant, hôpital, hôtel, maison de pension, boulangerie, camp de mines, de construction ou de bûcherons, compagnie de transport, ou autre organisation, pour l'emploi dans la boulangerie ou dans la cuisine ou pour servir aux pensionnaires, hôtes, patrons ou employés; ou qui vend des œufs pour la conversion en œufs congelés ou séchés ou tout autre produit d'œufs.

(j) "Retailer" means any person who offers, has in possession for sale or sells eggs to a consumer.

(k) "Ship" or "Shipping" means the overt act of any person leading to the movement, by common carrier or other means of public conveyance, of any eggs from or to a point within the province of Quebec.

(l) "Transport" or "transporting" means the overt act of any person leading to the movement, otherwise than by shipping, of any eggs from or to a point within the province of Quebec.

(m) "Ungraded Eggs" means eggs in containers which are not marked with the name of a Canadian Standard Egg Grade.

(n) "Wholesaler" means any person who sells to a retailer, or to any restaurant, hospital, hotel, boardinghouse, bakery, logging, mining or construction camp, transportation company or other organization for its use in baking or cooking or for serving to inmates, guests, patrons or employees; or who sells eggs for conversion into frozen or dried eggs or other egg product.

Catégories et types

2. Les catégories d'œufs pour les fins de ces règlements seront les catégories types canadiennes, et les contenants, l'emballage et le marquage des œufs seront ceux qui sont définis dans les types canadiens.

Distribution en gros et en détail

3. Les œufs ne doivent pas être vendus, expédiés, transportés, livrés ou tenus en entrepôt, prêts à être livrés, par un marchand de gros à moins qu'ils n'aient été classés et emballés et que les contenants n'aient été marqués conformément aux types canadiens et qu'ils ne portent l'identification d'un poste enregistré de classement, ainsi qu'il est prescrit par les dits types canadiens sous la réserve suivante:

Lorsque le marchand de gros est un producteur et n'est pas un poste enregistré de classement, le contenant doit porter le nom et l'adresse du producteur en lettres n'ayant pas moins d'un quart de pouce de hauteur, et apposées de la même façon que la marque de la catégorie et audessous de cette marque.

4. (a) Les œufs ne doivent pas être vendus, offerts ou gardés pour la vente par un détaillant, à moins qu'ils n'aient été classés et que les contenants n'aient été marqués conformément aux types canadiens.

(b) Les contenants dans lesquels un détaillant reçoit des œufs doivent être marqués de la catégorie des œufs y contenus, conformément aux types canadiens pour les œufs, du numéro du poste enregistré de classement ou du nom et de l'adresse du producteur.

(c) Tous les œufs dans les locaux des magasins de détail, qu'ils soient ou non étalés à la vue du public, seront considérés comme étant tenus pour la vente.

5. Les œufs inférieurs à la catégorie minimum définie dans les types canadiens, ne devront pas être vendus, tenus ou offerts en vente pour la nourriture de l'homme.

6. Toute personne qui publie, au sujet des œufs, une annonce, circulaire, affiche, ou déclaration, inexacte, trompeuse ou induisant en erreur, est coupable d'infraction à ces règlements.

Grades and Standards

2. The grades for eggs under these regulations shall be the Canadian Standard Egg Grades and the packages, packing and marking shall be as defined in the Canadian Egg Standards.

Wholesale and Retail Distribution

3. Eggs shall not be sold, shipped, transported, delivered or kept in a warehouse ready for delivery, by a wholesaler, unless they have been graded, packed and the containers thereof marked in accordance with the Canadian Egg Standards and with the identification of a Registered Egg Grading Station as prescribed thereby; provided that

When the wholesaler is a producer and is not a Registered Egg Grading Station the container shall bear the name and address of the producer in letters not less than one-quarter inch high applied in the same manner as and below the grade mark.

4. (a) Eggs shall not be sold, offered or kept in possession for sale by a retailer unless they have been graded and the containers thereof marked in accordance with the Canadian Egg Standards.

(b) Containers in which eggs are received by a retailer, shall be marked with the grade of the eggs contained therein in accordance with the Canadian Egg Standards, the number of the Registered Egg Grading Station or the name and address of the producer.

(c) All eggs in retail store premises, whether or not in view of the public, shall be deemed to be kept for sale.

5. Eggs below the minimum grade, as defined in the Canadian Egg Standards, shall not be sold, offered or kept in possession for sale for human consumption.

6. Any person who, with respect to eggs, publishes an untrue, deceptive or misleading advertisement, handbill, poster or statement shall be guilty of an offence under these regulations.

7. Toute annonce dans laquelle les œufs sont offerts en vente ou pour la distribution sera considérée comme inexacte, trompeuse ou induisant en erreur:

(a) si elle n'indique pas de façon très apparente la désignation de la catégorie, conformément aux types canadiens, ou

(b) si elle donne à entendre par insinuation, représentation ou affirmation, que les œufs annoncés sont de qualité supérieure à la qualité exigée pour la catégorie en question par les types canadiens, ou

(c) si la description des œufs comporte des mots ou phrases dénotant l'état de fraîcheur quand ces œufs n'appartiennent aux catégories A ou A1, ou

(d) si les mots "Oeufs du jour" ou "Strictement frais" sont employés pour décrire les œufs, quand ces œufs ne sont pas de la catégorie A1.

8. Toute boîte d'œufs ou carte étalée dans un magasin de détail au sujet des œufs sera considérée comme une annonce.

9. Toute personne qui,

(a) étant marchand de gros, vend, expédie, transporte, livre ou tient des œufs dans un entrepôt, prêts à être livrés, ou

(b) étant marchand de détail, vend, offre ou tient des œufs en sa possession pour la vente ou reçoit des œufs, est coupable d'infraction à ces règlements si elle ne se conforme pas en tous points aux dispositions de ces règlements.

Expédition et achat d'œufs non classés

10. Les contenants dans lesquels des œufs non classés sont expédiés ou transportés par les producteurs ou les premiers receveurs seront marqués, sur une extrémité au moins, des mots "Oeufs non classés—pour expédition seulement" en lettres grasses, d'au moins trois quarts de pouce de hauteur.

11. Les postes enregistrés de classement doivent payer sur la base du classement tous les œufs non classés qu'ils achètent ou qu'ils reçoivent en consignation.

12. On considère que les œufs sont achetés sur la base du classement seulement quand ils sont classés en conformité des types canadiens, et quand un prix différent est payé pour les œufs classés dans l'une ou l'autre des catégories obligatoires ou facultatives correspondantes.

13. Les postes enregistrés de classement sont tenus de voir à ce que le classificateur remplisse des rapports préliminaires (compte de banc) d'une manière satisfaisante, en anglais ou en français, pour chaque lot d'œufs classés par lui.

14. (a) Les postes enregistrés de classement doivent fournir à chaque vendeur ou expéditeur d'œufs non classés, dans les sept jours qui suivront la réception de ces œufs, sur une formule imprimée, pourvue par eux à cet effet, un rapport de classement, en anglais ou en français, contenant les renseignements suivants:

Nom et adresse du poste enregistré de classement d'œufs.....
 Numéro du poste enregistré de classement d'œufs.....
 Date du rapport.....
 Nom et adresse du vendeur.....
 Date de la livraison.....
 Nombre de douzaine d'œufs livrées.....
 Montant et prix par douzaine de tout paiement anticipé, soit en argent comptant ou en un autre instrument négociable, en marchandise ou par acompte.....
 Quantité d'œufs classés dans chaque catégorie.....
 Prix à être payé pour chaque catégorie.....

7. Any advertisement in which eggs are offered for sale or distribution shall be deemed to be untrue, deceptive or misleading,

(a) if it fails to include prominently the grade designation according to the Canadian Egg Standards, or

(b) if it includes any implication, representation or assertion that the eggs advertised are superior in condition or quality to that required, under the Canadian Egg Standards, for that particular grade, or

(c) if any word or phrase denoting freshness of production is used as descriptive of eggs except those graded as Grade A or Grade A1, or

(d) if the words "New Laid" are used as descriptive of eggs other than those graded as Grade A1.

8. Any carton or card displayed in connection with eggs in a retail store shall be deemed to be an advertisement,

9. Any person who,

(a) as a wholesaler sells, ships, transports, delivers or keeps eggs in a warehouse ready for delivery, or

(b) as a retailer sells, offers or keeps eggs in his possession for sale or receives eggs

shall, if the provisions of these regulations have not been complied with in every respect, be guilty of an offence under these regulations.

Shipment and Purchase of Ungraded Eggs

10. Containers in which ungraded eggs are shipped or transported by producers of first receivers shall be marked on at least one end in block letters not less than three-quarters of an inch high with the words "Ungraded eggs—For Shipment Only".

11. Registered Egg Grading Stations shall pay on a graded basis for all ungraded eggs purchased or received on consignment by them.

12. Eggs shall be deemed to have been purchased on a graded basis only if they are graded in accordance with the Canadian Standard Egg Grades and if a different price is paid for eggs graded into any of the compulsory or corresponding optional grades.

13. Operators of Registered Egg Grading Stations shall be responsible that Bench Reports in a satisfactory form, in English or French, are completed by the grade with respect to each lot of eggs graded by him.

14. (a) Operators of Registered Egg Grading Stations shall furnish to each seller or shipper of ungraded eggs, within seven days after receipt of such eggs, a Grading Report, in English or French, and containing the following information on a printed form provided by them for the purpose:

Name and address of the operator of the Registered Egg Grading Station.....
 Registered Egg Grading Station Number.....
 Date of statement.....
 Name and address of seller.....
 Date of delivery.....
 No. of dozens of eggs delivered.....
 Amount and rate per dozen of any advance payment, whether in cash or other negotiable instrument, in merchandise or on account.....
 Number of eggs graded into each grade.....
 Price to be paid for each grade.....

(b) Lorsqu'une expédition d'œufs reçus par un poste enregistré se compose de plusieurs lots fournis par différents producteurs et tous convenablement identifiés le rapport de classement remis par ledit poste à l'expéditeur doit donner les détails du classement des œufs de chacun de ces producteurs.

(c) Une copie de chaque rapport de classement exigé par les paragraphes (a) et (b) sera conservée par le poste enregistré de classement d'œufs.

15. (a) Tout premier receveur doit payer ou régler sur la base du classement tous les œufs non classés qu'il reçoit et remettre au producteur dans les quatorze jours qui suivent la réception de ces œufs, un rapport de classement, en anglais ou en français, contenant les renseignements suivants:

Nom et adresse du premier receveur
Date du rapport
Nom et adresse du producteur
Nombre de douzaines d'œufs livrées
Date de la livraison
Montant et prix par douzaine de toute avance de paiement qui peut avoir été fait, soit en argent comptant, en marchandises ou par acompte

Quantité d'œufs classés dans chaque catégorie

Prix à payer pour chaque catégorie

(b) Une copie de chaque rapport de classement sera conservée par le premier receveur.

16. Tout premier receveur qui expédie ou livre des œufs non classés à un poste enregistré de classement doit identifier clairement dans l'expédition, les œufs de chacun des producteurs, soit en les emballant dans des contenants séparés ou en les mettant dans une extrémité séparée d'une caisse ou dans des casiers séparés, ou en les emballant et en les identifiant de toute autre manière satisfaisante.

17. Un premier receveur ne doit vendre, expédier ou transporter des œufs non classés qu'à un poste enregistré de classement.

18. Seuls les postes enregistrés de classement d'œufs peuvent acheter ou recevoir des œufs non classés d'un premier receveur.

19. Un premier receveur ou un poste enregistré de classement, ne doit pas, avant le règlement final, payer en avance plus de quatre-vingt pour cent de la valeur totale des œufs non classés, comptée au prix par douzaine des œufs de la catégorie B, indiqués sur le rapport de classement.

20. Tout poste enregistré de classement et tout premier receveur doivent conserver pendant une période de quatre-vingt-dix jours toutes les formules et tous les rapports qu'ils doivent faire ou recevoir conformément aux dits règlements.

21. Toute personne qui achète ou reçoit des œufs non classés, et qui ne se conforme pas en tous points aux dispositions de ces règlements est coupable d'infraction à ces règlements.

Inspection

22. A la demande des postes enregistrés de classement ou des marchands de gros dans un district représentant plus de cinquante pour cent des œufs expédiés ou transportés en dehors de cette région ou vendus en gros dans cette région, le Ministre peut établir cette région en zone d'inspection aux termes de ces règlements s'il est d'avis qu'en ce faisant les intérêts du public seront mieux servis.

23. Les œufs classés ne doivent pas être expédiés ou transportés en dehors d'une zone d'inspection établie par le Ministre, et si le Ministre le prescrit, les œufs classés ne doivent pas être

(b) When any shipment of ungraded eggs received by a Registered Egg Grading Station is made up of eggs from more than one producer, suitably identified, the Grading Report furnished by the Registered Egg Grading Station to the shipper shall include details of the grading of the eggs from each individual producer.

(c) One copy of each Grading Report required by paragraphs (a) and (b) shall be retained by the Registered Egg Grading Station.

15. First receivers shall pay or settle on a graded basis for all ungraded eggs received by them and shall furnish to the producer, within fourteen days after receipt of such eggs, a Grading Report, in English or French, showing the following information:

Name and address of first receiver
Date of statement
Name and address of producer
Number of dozens of eggs delivered
Date of delivery
Amount and rate per dozen of any advance payment, whether in cash, merchandise or on account

Number of eggs graded into each grade

Price to be paid for each grade

(b) One copy of each such Grading Report shall be retained by the First Receiver.

16. First Receivers who ship or deliver ungraded eggs to a Registered Egg Grading Station shall clearly identify the eggs from each individual producer in the shipment, either by packing them in separate containers or by placing each producer's eggs in a separate end of a case or in separate fillers or by packing and identifying them in some other satisfactory manner.

17. First receivers shall sell, ship or transport ungraded eggs only to a Registered Egg Grading Station.

18. Only Registered Egg Grading Stations may buy or receive ungraded eggs from a first receiver.

19. Advance payments in excess of eighty per centum of the total value of ungraded eggs computed at the price per dozen for Grade B eggs shown on the Grading Report shall not be made prior to final settlement by a first receiver or Registered Egg Grading Station.

20. Registered Egg Grading Stations and first receivers shall retain for a period of ninety days all forms and statements required to be made out by or furnished to them under these regulations.

21. Any person who buys or receives ungraded eggs shall, unless the requirements of these regulations have been complied with in every respect, be guilty of an offence under these regulations.

Inspection

22. Upon the application of the operators of Registered Egg Grading Station or wholesalers in any area representing more than fifty per centum of the eggs shipped or transported out of or sold in a wholesale way in that area, the Minister may, if satisfied that the public interests would best be served thereby, designate such area as an Inspection Area under these regulations.

23. Graded eggs shall not be shipped or transported out of any Inspection Area designated by the Minister or, if so prescribed by him, sold wholesale within that Area, except by a producer,

vendus en gros dans cette zone, exception faite pour un producteur, à moins que ces œufs n'aient été inspectés et que les caisses ou les boîtes n'aient été marquées de la marque du gouvernement et qu'un certificat d'inspection n'ait été délivré par l'inspecteur.

24. Les inspections, ainsi qu'il est indiqué au règlement 23, sont sujets à tous droits qui peuvent être prescrits.

25. Les œufs sortant d'entrepôt peuvent être expédiés ou transportés à un poste enregistré de classement sans être reclassés ni inspectés, mais les contenants de ces œufs doivent porter les mots "Non reclassés, d'entrepôt", en lettres n'ayant pas moins d'un quart de pouce de hauteur, estampées ou marquées au pochoirs par-dessus les marques de catégorie existantes, ou s'il n'y a pas de marques de catégorie, sur les extrémités des contenants.

26. Toute personne qui expédie ou transporte des œufs en dehors d'une zone d'inspection établie par le Ministre, ou vend des œufs en gros dans cette zone et qui ne se conforme pas en tous points aux dispositions de ces règlements, est coupable d'infraction à ces règlements.

Expédition et transport des œufs inférieurs à la catégorie minimum

27. Les œufs inférieurs à la catégorie minimum, prescrite dans les types canadiens pour les œufs, ne peuvent être expédiés ou transportés que par:

(a) les personnes qui se proposent de les employer pour l'alimentation des bestiaux ou pour la préparation d'aliments pour les bestiaux;

(b) les personnes en possession d'un permis, délivré par le Ministère, pour l'achat de ces œufs.

28. Les demandes de permis pour acheter des œufs inférieurs à la catégorie minimum doivent être adressées au Ministère et désigner les locaux où ils doivent être reçus et le territoire où ils sont reçus ou transportés et l'emploi auquel ils sont destinés.

29. Les détenteurs d'un permis pour acheter des œufs inférieurs à la catégorie minimum doivent fournir tous les mois au Ministère un rapport indiquant les quantités d'œufs reçues, leur usage, et conserver pendant quatre-vingt-dix jours les pièces à l'appui de ce rapport pour les produire à l'inspecteur sur demande.

30. Les contenants dans lesquels les œufs inférieurs à la catégorie minimum sont expédiés ou transportés, doivent être marqués sur les deux extrémités du mot "Rejetés", en lettres grasses très apparentes, d'au moins trois quarts de pouce de hauteur.

31. Toute personne qui expédie ou transporte des œufs inférieurs à la catégorie minimum et qui ne se conforme pas en tous points aux dispositions de ces règlements, est coupable d'infraction à ces règlements.

Certifié,
WM. LEARMONTH,
Greffier Conseil Exécutif.

4167-o

unless such eggs have been inspected, the cases or boxes marked with the Government Mark and a Certificate of Inspection thereof has been issued by an inspector.

24. Inspections as required in regulation 23 shall be subject to such fees as may be prescribed.

25. Eggs out of storage may be shipped or transported to a Registered Egg Grading Station without grading or inspection, but the containers thereof shall bear the words "Ungraded out of storage", in letters not less than one-quarter inch high, stamped or stencilled over existing grade marks, or, if they bear no grade marks, on the ends of the containers.

26. Any person who ships or transports eggs out of an Inspection Area designated by the Minister or, if so prescribed by him, sells eggs wholesale within that Area, shall, if the requirements of these regulations have not been complied with in every respect, be guilty of an offence under these regulations.

Shipment and Transportation of Eggs Below the Minimum Grade

27. Eggs below the minimum grade, as defined in the Canadian Egg Standards, may be shipped to or transported by, only:

(a) persons intending to use them themselves for live stock feeding or for manufacture into live stock feeds;

(b) persons in possession of a permit, from the Department, to purchase such eggs.

28. Application for a permit to buy eggs below the minimum grade shall be made to the Department, stating the premises where they are to be received, the territory from which they will be received or transported and the use for which they are intended.

29. Holders of a permit to buy eggs below the minimum grade shall furnish to the Department monthly a statement showing the receipts and disposition of such eggs and shall retain for a period of ninety days for the perusal of an inspector such documents as may be required to prove such disposition.

30. Containers in which eggs below the minimum grade are shipped or transported shall be marked on both ends with the word "Rejects" in letters at least three-quarters of an inch high.

31. Any person who ships or transports any eggs below the minimum grade shall, unless the requirements of these regulations are complied with in every respect, be guilty of an offence under these regulations.

Certifié,
WM. LEARMONTH,
Dep. Clerk Executive Council.

4168-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 5 septembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 6 septembre 1940.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 5th 1940, approved by the Lieutenant-Governor on September 6th 1940.

Concernant une convention collective de travail relative au commerce en détail, cité de Québec.

Concerning a collective agreement relating to the retail trade—Quebec city

No 3265

No. 3265

L'honorable Ministre du travail, dans un mémoire en date du 5 septembre (1940), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), les parties contractantes ci-après désignées lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Section de la Nouveauté de l'Association des Marchands détaillants du Canada, inc., district de Québec, une association incorporée d'employeurs d'établissements commerciaux de vente au détail de la nouveauté, faisant affaires dans la juridiction territoriale ci-après mentionnée, et

L'Association patronale du Commerce de Québec, inc.;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national catholique des Employés du Commerce, gros et détail, du district de Québec, inc., et

L'Association professionnelle des Employés de Bureau du district de Québec, inc., soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des établissements commerciaux visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 29 juin 1940;

Attendu que les dispositions relatives aux taux des salaires et à la durée du travail pour les commerces visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'une objection a été présentée contre ladite requête et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

En conséquence, l'honorable Ministre du Travail recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi 4 George VI, chapitre 38, avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 29 juin 1940.

I. Jurisdiction: a Jurisdiction commerciale: Sont assujettis au présent décret, tous les établissements commerciaux ou entreprises privées faisant le commerce au détail (c'est-à-dire, vendant directement au public consommateur ou au consommateur qui n'achète pas pour revendre), ou le commerce de gros et de détail, soit qu'ils aient un établissement commercial ou qu'ils n'aient qu'un ou des agents ou bureau dans la cité de Québec, à l'exclusion de tout autre décret; exception faite toutefois, des établissements commerciaux ou entreprises privées où l'on fait comme commerce principal, soit au détail, soit au gros et au détail, le commerce des produits alimentaires, ou du combustible, ou du tabac et articles de fumeurs, de fleuriste, d'optométriste, ou de produits pharmaceutiques, ou tout autre commerce régi par un autre décret.

Il est de plus stipulé qu'aucun licencié en pharmacie, aucun bachelier en pharmacie, aucun assistant pharmacien et aucun étudiant en pharmacie, employé comme tel dans une pharmacie licenciée, ne sera assujetti aux dispositions du présent décret.

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated September 5th (1940), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), the contracting parties hereinafter designated have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"La Section de la Nouveauté de l'Association des Marchands détaillants du Canada, inc.", district of Quebec, an incorporated association of employers of commercial retail establishments of novelties, operating within the territorial jurisdiction hereinafter mentioned, and

"L'Association patronale du Commerce de Québec, inc.";

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national catholique des Employés du Commerce, gros et détail, du district de Québec, inc.", and

"L'Association professionnelle des Employés de Bureau du district de Québec, inc.", be rendered obligatory for the employers and the employees of the commercial establishments concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of June 29th, 1940;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour for the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of section 5 of the said Act, with regard to the publication of the notices, have been duly observed;

Whereas one objection has been presented against the said request and has been submitted to the contracting parties for consideration;

Consequently, the Honourable Minister of Labour recommends its approval, in conformity with the provisions of section 6 of the Act 4 Geo. VI, chapter 38, with however the following new provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of June 29th, 1940.

I. Jurisdiction: a Commercial jurisdiction: Are governed by this decree, all commercial establishments or private concerns engaged in retail trade (i.e. selling directly to the consumer or to those not buying with a view to sell) or in wholesale and retail trade, whether they have a commercial establishment or an agent or an office in the city of Quebec, excluding any other decree; with the exception however of commercial establishments or private concerns engaged exclusively, whether in retail or in wholesale and retail, in the trade of food products, or fuel, or tobacco and articles for smokers, florist, optometrist, or pharmaceutical products, or any other trade governed by another decree.

It is stipulated that no pharmacy license holder, bachelor and student and druggist's assistant, so employed in a licensed drugstore, shall be subject to the provisions of the present decree.

S'il s'élevait un doute ou une discussion sur la classification d'un des commerces régis par le présent décret, le comité paritaire aura le droit de faire telle classification et de déterminer dans quelle catégorie devra être classé le commerce intéressé.

b. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du présent décret comprend la cité de Québec.

II. Définitions: Aux fins du présent décret, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Employeur: Le terme "employeur" signifie et comprend toute personne, association ou corporation, qui, subordonnement aux paragraphes "f" et "g" de l'article I de la Loi de la convention collective, tient ou opère un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées, où l'on fait en détail, en gros et en détail, l'un des commerces mentionnés au paragraphe "a" de l'article I du présent décret, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tous autres commerces ou occupations.

b. Employé: Le terme "employé" signifie et comprend toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe, qui, subordonnement au paragraphe "j" de l'article I de la Loi de la convention collective, travaille pour un employeur, tel que défini au paragraphe "a" du présent article.

c. Employé régulier: Le terme "employé régulier" signifie et comprend tout employé (cf. paragraphe "b") qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé et pas moins de quarante heures de travail par semaine.

d. Employé supplémentaire: Le terme "employé supplémentaire" signifie et comprend tout employé (cf. paragraphe "b"), qui, embauché de façon intermittente, travaille moins de trente (30) heures par semaine ou de cinq (5) heures par jour.

e. Employé surnuméraire: Le terme "employé surnuméraire" signifie et comprend tout employé (cf. paragraphe "b"), qui travaille trente (30) heures ou plus dans une semaine, et est engagé spécialement en plus du personnel régulier ou supplémentaire, à l'occasion de la Noël et du premier de l'An, soit du 1er novembre au 6 janvier de l'année suivante.

f. Chef de rayon: Le terme "chef de rayon" signifie et comprend tout employé (cf. paragraphe "b"), qui a la charge de l'administration et la responsabilité entière d'un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées régis par le présent décret, ou qui a charge de l'administration et la responsabilité entière d'un rayon de tels dits établissements commerciaux ou entreprises privées.

g. Chef d'allée: Le terme "chef d'allée" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") dont la fonction consiste dans la surveillance du personnel et qui exerce une autorité sur les employés dans une section déterminée d'un établissement commercial ou entreprise privée, régis par le présent décret, et dont le travail consiste en outre à renseigner et diriger la clientèle.

gg. Chef étalagiste: Le terme "chef étalagiste" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") en charge et travaillant exclusivement à la décoration commerciale dans un ou pour un établissement commercial ou entreprise privée régi par le présent décret.

h. Commis: Le terme "commis" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") préposé

Should there be a doubt or discussion as to the classification of one of trades governed by the decree, the Joint Committee shall have the right to establish such classification and determine in which category the trade concerned shall be classed.

b. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of this decree comprises the city of Quebec.

II. Definitions: For the purposes of the present decree, the following terms shall have the hereinafter significance:

a. Employer: The term "employer" means and includes any person, association or corporation, who, subordinately to paragraphs "f" and "g" of section I of the Act, keeps or operates any of the commercial establishments or private concerns, where any of the trades mentioned in paragraph "a" of section I of the present decree relating to the commercial jurisdiction is carried on in retail, or in wholesale and retail, whether such trade constitute the main or secondary trade to any other trade or occupation.

b. Employee: The term "employee" means and includes any wage earner of either sex, who, subordinately to paragraph "j" of section I of the Collective Agreement Act, works for an employer, as defined in paragraph "a" of the present section.

c. Regular employee: The term "regular employee" means and includes any employee (cf. paragraph "b") working the regular week of labour of the establishment in which he is employed and not less than forty (40) hours of work per week.

d. Extra employee: The term "extra employee" means and includes any employee (cf. paragraph "b") who is engaged at intervals, and works less than thirty (30) hours per week or five (5) hours per day.

e. Supernumerary employee: The term "supernumerary employee" means and includes any employee (cf. paragraph "b") working thirty (30) hours or more in any one week, and especially engaged, in addition to the regular or extra staff, on the occasion of Christmas and New Year's Day, that is from the 1st of November to the 6th of January of the next year.

f. Department head: The term "department head" means and includes any employee (cf. paragraph "b") who is in charge of the administration and is entirely responsible for one or more commercial establishments or private concerns governed by the present decree or is in charge of the administration and is entirely responsible for a department of said commercial establishments or private concerns.

g. Floor walker: The term "floor walker" means and includes any employee (cf. par. "b") whose functions consist in directing the staff and has authority over the employees in a determined section of a commercial establishment or private concern, governed by this decree, and whose work consist moreover to inform and lead the customers.

gg. Chief displayer: The term "chief displayer" means and includes any employee (cf. par. "b") in charge, and working exclusively to the commercial decoration in or for a commercial establishment or private concern governed by this decree.

h. Clerk: The term "clerk" means and includes any employee (cf. paragraph "b") committed to

à la vente, à la caisse, à la livraison, à la réception des marchandises, au service d'ascenseur, de téléphone, d'étalage, de surveillance, etc., de même que les employés travaillant à l'atelier ou travaillant dans un ou des ateliers et communément appelés personnel d'atelier.

hh. Personnel de bureau:

1. *Chef comptable:* Le terme "chef comptable" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") appointé et désigné pour traduire en comptabilité toute opération commerciale, les composer et assembler afin d'établir, pour une entreprise déterminée, le prix de revient, la balance, le bilan des statistiques ou prévisions de trésorerie.

2. *Assistant-comptable:* Le terme "assistant-comptable" comprend et signifie tout employé (cf. par. "b") désigné et appointé pour assister le comptable dans ses fonctions, ou le patron s'il n'y a pas de comptable, étant entendu qu'il ne pourra être exigé plus qu'un employé ayant cette qualification dans chaque établissement régi par le présent décret, à moins que le patron y consente expressément et par écrit.

3. *Préposé à la perception extérieure:* Le terme "préposé à la perception extérieure" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") dont la fonction exclusive est de se présenter au domicile des clients ou débiteurs, afin de recevoir toute somme due à l'un des établissements ou entreprises privées régis par le présent décret.

4. *Clerc:* Le terme "clerc" signifie et comprend tout autre employé faisant partie du personnel de bureau, n'étant pas autrement classifié et préposé aux écritures ou à la comptabilité.

i. *Livreur:* Le terme "livreur" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises.

j. *Aide-livreur:* Le terme "aide-livreur" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") affecté, sur une voiture à traction animale ou une voiture automobile, au travail ordinairement reconnu comme celui d'aide du "livreur" (cf. par. précédent).

k. *Messenger:* Le terme "messenger" signifie et comprend tout employé du sexe masculin (cf. par. "b") exécutant le travail ordinairement reconnu comme celui de messenger, qui ne fait aucune vente de marchandises, mais s'occupe exclusivement de la livraison de paquets ou missives à l'extérieur du magasin.

l. *Chasseur:* Le terme "chasseur" signifie et comprend tout employé du sexe masculin (cf. par. "b") qui fait le travail reconnu comme celui de chasseur, qui ne fait aucune vente de marchandises, mais s'occupe exclusivement de la livraison de paquets ou missives à l'intérieur du magasin.

III. *Durée du travail:* a. L'heure dont fait mention le présent décret sera l'heure légale de la corporation municipale intéressée.

b. La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le présent décret sera de quarante-neuf (49) heures et quinze (15) minutes, réparties de la façon suivante:

1. Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

2. Les samedi et veilles de fêtes, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Tout employé aura droit à une heure et quinze minutes pour prendre ses repas.

Tout employé faisant trente (30) heures ou plus et moins de quarante (40) heures de travail par semaine sera considéré comme employé régulier,

the sale, cash-box, delivery and reception of goods; elevator, telephone, displaying, supervision and other services. It shall also include employees working in the shop, or working in one or more shops and commonly called shop staff.

hh. Office staff:

1. *Chief accountant:* The term "chief accountant" means and includes any employee (cf. par. "b") salaried and designated to translate into book-keeping all commercial operations, put them together and compose them in order to establish, for a determined concern, the cost price, the balance, the balance-sheet, of the statistics and treasury previsions.

2. *Assistant-accountant:* The term "assistant-accountant" means and includes any employee (cf. par. "b") designated and salaried to assist the accountant in his functions (or the employer if no accountant is employed); not more than one such employee shall be required in each establishment governed by this decree unless the employer give his consent, expressly and in writing.

3. *Outside collectors:* The term "outside collectors" means and includes any employee (cf. par. "b") whose exclusive function is to see the clients or debtors, at their home, in order to collect any sum owed to one of the establishments or private concerns governed by this decree.

4. *Office clerk:* The term "office clerk" means and includes any other employee included in the office staff, and not otherwise classified and committed to the accounts and writings.

i. *Delivery-man:* The term "delivery-man" means and includes any employee (cf. paragraph "b") who is in charge of a horse-drawn or motor vehicle and makes the delivery and cartage of merchandise.

j. *Delivery-man helper:* The term "delivery-man helper" means and includes any employee (cf. paragraph "b") performing the work usually known as that of delivery-man helper (cf. preceding paragraph), with a horse-drawn or motor vehicle.

k. *Messenger:* The term "messenger" means and includes any male employee (cf. paragraph "b") performing the work usually known as that of messenger; he shall not sell merchandise but shall attend exclusively to the delivery of parcels or to the errands outside the store.

l. *Errand-boy:* The term "errand-boy" means and includes any male employee (cf. paragraph "b") who performs the work known as that of errand-boy; he shall not sell merchandise but shall attend exclusively to the delivery of parcels or to the missives inside the store.

III. *Duration of labour:* a. The time mentioned in the present decree shall be the legal time of the interested municipal corporation.

b. The regular week of work in the establishments governed by the present decree shall consist of forty-nine (49) hours and fifteen (15) minutes, distributed as follows:

1. On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

2. On Saturday and the eves of holidays: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Any employee shall have one (1) hour and fifteen (15) minutes off for his meals.

All employees working more than thirty (30) hours or over and less than forty (40) hours in a week shall be considered as regular employees,

rémunéré comme tel, et il aura droit à un surplus de salaire de 20%.

c. Le salaire de l'employé arrivant en retard à son travail, par rapport aux heures déterminées au paragraphe "b" du présent article, sera réduit proportionnellement au taux double de son salaire.

d. *Horaires des fêtes*: En aucun temps, l'employeur ne pourra faire travailler ses employés à la vente après (6) heures du soir, si ce n'est le samedi et pendant la période des fêtes, soit du 20 décembre au 31 décembre inclusivement, et ce, jusqu'à dix (10) heures du soir, le samedi et pendant cette période, et l'employé ne pourra non plus travailler en dehors de l'horaire ici fixé. Si l'employeur enfreignait cette prescription impérative du décret, ledit employeur serait passible, en plus du paiement de l'amende prévue en pareil cas, de payer à l'employé un salaire égal au double de celui auquel l'employé aura droit en vertu des autres conditions du décret, l'employé serait aussi passible de l'amende prévue en pareil cas, pour avoir enfreint une des stipulations impératives du décret.

e. Tout employé régulier sera rémunéré pour les jours suivants où les magasins seront fermés: le premier de l'An, le lendemain du premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'à 10 heures a.m., le jour de l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le Jour de Noël.

f. Le chef de rayon, le chef d'allée, et le chef étalagiste qui ne fait que ce travail, le chef-comptable et le préposé à la perception extérieure, n'auront droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire ou additionnel, lorsque la durée de leur travail, pendant la semaine, n'excède pas soixante (60) heures.

g. Le livreur et l'aide-livreur (cf. par. "i" et "j" de l'article II) n'auront droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire ou additionnel, lorsque la durée hebdomadaire du travail n'excède pas soixante (60) heures.

h. Tout travail exécuté en dehors de l'horaire déterminé au paragraphe "b" du présent article, par un employé régulier ou un employé supplémentaire, sera, à moins de dispositions contraires, considéré et rémunéré comme travail supplémentaire.

i. L'employé aura droit à une semaine de vacance, soit sept (7) jours consécutifs, salaire payé, après trois (3) années de service dans le même établissement commercial ou entreprise privée ou pour le même employeur.

j. Tout travail exécuté par des employés supernuméraires (cf. par. "e" de l'article II) sera considéré et rémunéré comme travail supplémentaire.

k. Les employés mentionnés au paragraphe "l" de l'article IV n'auront droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire ou additionnel.

l. Les livreurs, les aide-livreurs, les commis préposés à la livraison et à la réception des marchandises, les hommes de métier, d'entrepôt et d'ouvrage général (cf. par. "h", "i", "j", "k" et "l" de l'article II) n'auront droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire ou additionnel, lorsque la durée du travail n'excède pas soixante (60) heures par semaine, et le temps perdu par ces employés pourra être déduit de leur salaire gagné pour le temps actuellement fait pendant la semaine.

paid as such and shall be entitled to a surplus of 20% in their wages.

c. The wages of the employees being late to work according to the hours determined in paragraph "b" of the present section shall be reduced in proportion to the rate of double time.

d. *Working periods for holidays*: The employer shall never keep his employees to work on the sales after 6.00 p.m., except on Saturdays and holiday periods, i.e. from December 20th to December 31st inclusively; during the periods excepted, work may be performed till 10.00 p.m. but the employee shall not work outside these hours. Should the employer violate this imperative provision of the decree, the said employer shall, besides paying the fine for such cases, pay to the employee the double of the wages the latter is entitled to under this decree; the employee would also be liable to the fine established for similar cases if he violated one of the imperative stipulations of the decree.

e. Any regular employee shall be paid for the days when stores are closed: New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany, Good-Friday till 10.00 a.m., Ascension Day, St. John the Baptist's Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day.

f. The department head, the floor walker, and the chief-displayer performing but such work, the chief-accountant and the outside collector shall not be paid for overtime or additional work when the total duration of their work, during the week, does not exceed sixty (60) hours.

g. The delivery-man and the delivery-man helper (cf. paragraph "i" and "j" of section II) shall not be paid for extra or additional work when the weekly duration of labour does not exceed sixty (60) hours.

h. Any work performed outside the working hours determined in paragraph "b" of the present section by a regular or extra employee shall be considered as overtime and paid at the overtime rate, unless otherwise stated.

i. The regular employee shall have one week of vacation (seven consecutive days) with pay, after three (3) years of service in the same commercial establishment or private concern or for the same employer.

j. Any work performed by supernumerary employees (cf. paragraph "e" of section II) shall be considered as overtime and paid at the overtime rate.

k. The employees mentioned in paragraph "l" of section IV shall not be paid for overtime or additional work.

l. The delivery-man, the delivery-man helper the clerks attending to the delivery and reception of merchandise, the tradesmen, warehousemen and general workmen (cf. paragraphs "h" "i", "j", "k" and "l" of section II) shall not be paid for overtime or additional work, when the duration of work does not exceed sixty (60) hours per week, and time lost by those employees may be deducted from their wages earned during the time actually worked during the week.

m. Les dimanches et fêtes religieuses énumérées au paragraphe "e" du présent article, seront chômés et, tout travail exécuté par un employé (cf. par "b" de l'article II) durant une journée chômée sera rémunéré au taux double du salaire régulier de tel employé, excepté toutefois, le cas des gardiens de nuit, des préposés aux soins des chevaux, des chauffeurs de fournaise, du mécanicien en charge du garage, lorsqu'ils travaillent pour l'établissement.

IV. *Tarif des salaires:* Aux fins du présent décret, le salaire minimum pour quarante-neuf (49) heures et quinze (15) minutes de travail, exception faite pour les employés assujettis ni à la limitation des heures ni aux pourcentages, sera le suivant:

Occupation	Salaire hebdomadaire
a. Chef de rayon:	
1. Homme, si les ventes annuelles de son département atteignent ou excèdent \$20,000.00	\$30.00
2. Homme, si les ventes annuelles de son département n'atteignent pas \$20,000.00	25.00
3. Femme, si les ventes annuelles de son département atteignent ou excèdent \$20,000.00	20.00
4. Femme, si les ventes annuelles de son département n'atteignent pas \$20,000.00	15.00
b. Chef d'allée	25.00
c. Livreur	18.00
d. Messager	6.00
Chasseur	4.80
e. Commis:	
1. Homme:	
a. 60% à	21.00
b. 25% à	16.00
c. 15% à	8.00
2. Femme:	
a. 60% à	11.50
b. 25% à	9.60
c. 15% à	7.25
f. Commis supplémentaire:	Salaire horaire
1. Homme	0.40
2. Femme	0.25
g. Commis surnuméraire:	
1. Homme	0.25
2. Femme	0.15
gg. Personnel de bureau:	Par semaine
1. Comptable	\$ 25.00
2. Assistant-comptable (masculin)	18.00
" " (féminin)	12.00
3. Préposé à la perception extérieure	20.00
4. Clerc, inclus dans les pourcentages du paragraphe "e" ci-haut.	

h. Aux fins du présent décret, le chef du rayon des patrons (patterns), dans un ou des établissements visés par ledit décret, n'est pas considéré comme un chef de rayon et il sera rémunéré suivant le pourcentage accordé aux commis du sexe féminin.

i. Les hommes de métier visés par une convention collective de travail en vigueur seront payés d'après le tarif de \$23.00 par semaine; quant aux autres, de même que ceux qui font l'ouvrage général, ils recevront un salaire hebdomadaire de \$21.00.

j. Les apprentis de métier seront payés d'après la cédule de salaires de la convention collective de travail en vigueur qui les régit; quant aux autres, de même que ceux qui font l'apprentissage de l'ouvrage général, ils recevront un salaire hebdomadaire de \$8.00.

m. No work shall be performed on Sundays and religious holidays mentioned in paragraph "e" of section III, and any work performed by an employee (cf. par "b") during a holiday, shall be paid double time with the exception, however, of night watchmen, stablemen, firemen (furnaces), mechanic in charge of the garage, when they work for the establishment.

IV. *Rates of wages:* For the purposes of the present decree, the minimum wages for forty-nine (49) hours and fifteen (15) minutes of work, except for the employees neither subject to the limiting of hours or to the percentages, shall be the following:

Occupation	Weekly wages
a. Department head:	
1. Man, if the annual sales of his department attain or exceed \$20,000.00	\$30.00
2. Man if the annual sales of his department do not attain \$20,000.00	25.00
3. Woman, if the annual sales of her department attain or exceed \$20,000.00	20.00
4. Woman, if the annual sales of her department do not attain \$20,000.00	15.00
b. Floor walker	25.00
c. Delivery-man	18.00
d. Messenger	6.00
Errand-boy	4.80
e. Clerk:	
1. Male:	
a. 60% at	21.00
b. 25% at	16.00
c. 15% at	8.00
2. Female:	
a. 60% at	11.50
b. 25% at	9.60
c. 15% at	7.25
f. Extra clerk:	Hourly rates
1. Man	\$ 0.40
2. Woman	0.25
g. Supernumerary clerk:	
1. Man	0.25
2. Woman	0.15
gg. Office staff:	Weekly rates
1. Accountant	\$ 25.00
2. Assistant-accountant (male)	18.00
Assistant accountant (female)	12.00
3. Outside collector	20.00
4. Office clerk, included in percentages of paragraph "e" of this section.	

h. For the purposes of the present decree, the chief of the patterns department, in one or more establishments governed by the present decree, shall not be considered as a department chief and shall be paid according to the percentage given to the female clerks.

i. Tradesmen governed by a collective labour agreement shall be paid according to the rate of \$23.00 per week; as for the others, as well as those performing general work, they shall receive a weekly rate of \$21.00.

j. Trade apprentices shall be paid according to the wage schedule of the collective agreement by which they are governed; as for the others, as well as those making their apprenticeship in general work, they shall receive the weekly rate of \$8.00.

k. Le salaire d'un employé d'ouvrage général, exécutant divers travaux de réparations, le montage et l'installation des marchandises, soit dans les magasins, les entrepôts ou au domicile des clients et exécutant le travail ordinairement appelé "ouvrage général", ou du préposé au service, ou aide à la livraison, aux fins du présent décret, sera le suivant:

<i>Salaire hebdomadaire</i>	
Employé senior	\$16.00
Employé junior	8.00

l. Le salaire hebdomadaire des gardiennes de nuit exécutant ou non de l'ouvrage général sera de \$18.00.

m. L'employé exécutant simultanément plus d'une fonction ou charge faisant l'objet du présent décret, recevra le salaire établi pour la charge la mieux rémunérée; tout différend au sujet de cas de ce genre sera soumis au comité paritaire.

n. Il est expressément stipulé que les salaires qui, lors de l'entrée en vigueur du présent décret, seront supérieurs à ceux déterminés par ledit décret, ne pourront pas être diminués de quelque manière que ce soit, sans la permission du comité paritaire.

o. Tout travail supplémentaire, tel que déterminé au paragraphe "h" de l'article III, sera rémunéré au taux de salaire actuellement payé:

- i. jusqu'à 54 heures par semaine: salaire régulier;
- ii. après 54 heures: salaire et demi;
- iii. Travail supplémentaire fait le dimanche: temps double;
- iv. après onze (11) heures du soir, jusqu'à 7 heures du matin: temps double.

Ce travail supplémentaire sera rémunéré à la demi-heure, à compter de la fermeture des établissements visés par le présent décret, et pour toute demi-heure additionnelle de travail commencée; toutefois, l'employé devra fournir quinze (15) minutes de travail pour l'évacuation et la mise en ordre des rayons dans les établissements visés par le présent décret, après l'heure de la fermeture du soir.

p. Aux fins du présent décret, ne doivent être inclus dans le calcul des pourcentages que les employés mentionnés aux paragraphes "a", "b", "e" et "gg" du présent article; les filles d'atelier, engagées comme surnuméraires, travaillant à la réparation pendant la saison active du printemps et de l'automne, c'est-à-dire pendant les mois de mars, avril, mai et juin, septembre, octobre, novembre et décembre, ne devront jamais être incluses dans les pourcentages et elles recevront un salaire minimum de quinze (15) sous l'heure.

q. Cesdits pourcentages devront être distinctement calculés et s'appliquer séparément pour les employés du sexe masculin et ceux du sexe féminin; la proportion à observer pour chacune des deux catégories demeure la même pour chacun des employés mentionnés aux paragraphes "a", "b", "e" et "gg" du présent article.

r. Aux fins de compilation de ces pourcentages, on ne tiendra pas compte des employés qui sont membres de la famille de l'employeur ou de ses associés (membres de la famille, c'est-à-dire conjoint, ascendants ou descendants).

s. Deux ou plusieurs établissements commerciaux ou entreprises privées, exploités ou opérés par le même employeur, seront considérés comme des unités distinctes et indépendantes aux fins d'application du présent décret.

k. The wages of an employee who performs general work, repair works, makes the setting and installation of merchandise, whether in stores, warehouses or at the residence of clients and who performs the work usually known as "general work", or of the service man or helping to the delivery, for the purposes of the present decree, shall be the following:

<i>Weekly wages</i>	
Senior employee.....	\$16.00
Junior employee.....	8.00

l. The weekly wages of night watchmen performing or not general work, shall be \$18.00.

m. The employee simultaneously performing more than one operation or duty subject to the present decree, shall receive the wages established for the highest paid occupation; any dispute concerning such cases shall be submitted to the Joint Committee.

n. It is expressly stipulated that the wages, higher than those stipulated in this decree at the time of its coming into force, shall not be reduced in what manner soever, except when permitted by the Joint Committee.

o. Any overtime work, such as determined in paragraph "h" of section III, shall be paid according to the actual rate:

- i. Up to 54 hours per week: regular rate;
- ii. More than 54 hours: time and one half;
- iii. Overtime work performed on Sunday: double time.
- iv. After 11.00 p.m. until 7.00 a.m.: double time.

Such overtime work shall be paid per half-hour from the closing of the establishments governed by the present decree and for any additional half-hour of work began; however, the employee shall give 15 minutes of work for the evacuation and the putting in order of the departments in the establishments governed by the present decree after the closing hour of the evening.

p. For the purposes of the present decree, the percentages shall apply only to employees mentioned in paragraphs "a", "b", "e" and "gg" of section IV; they shall not apply to supernumerary shop girls attending to the repair during Spring and Fall rush seasons i. e. during March, April, May and June, September, October, November and December; those shop girls shall receive a minimum salary of \$0.15 per hour.

q. Such percentages shall be distinctly calculated and shall apply separately for the male and female employees; the proportion to be observed in each of the two categories shall be the same for each of the employees mentioned in paragraphs a, b, e, and gg, of this section.

r. For the purposes of computation of those percentages they shall not apply to employees who are members of the employer's family or of his partners' (member of the family, that is, husband or wife or children, ascendants or descendants).

s. Two or more commercial establishments or private concerns, managed or operated by the same employer, shall be considered as distinct and independent units for the purposes of enforcement of the present decree.

t. Aux fins d'établissement des pourcentages, les employeurs utiliseront le tableau suivant en ce qui touche les hommes et les femmes compris dans les paragraphes "a", "b", "c" et "gg":

Nombre d'employés				Classes				Nombre d'employés				Classes				Nombre d'employés				Classes				Nombre d'employés				Classes			
Number of employees								Number of employees								Number of employees								Number of employees							
				60%	25%	15%						60%	25%	15%						60%	25%	15%						60%	25%	15%	
1.....							1	26.....	15	7	4					51.....	30	13	8	76.....	45	19	12								
2.....				1	1			27.....	16	7	4					52.....	31	13	8	77.....	46	19	12								
3.....	1	1	1					28.....	17	7	4					53.....	31	14	8	78.....	46	20	12								
4.....	2	1	1					29.....	17	7	5					54.....	32	14	8	79.....	47	20	12								
5.....	3	1	1					30.....	18	7	5					55.....	33	14	8	80.....	48	20	12								
6.....	3	2	1					31.....	18	8	5					56.....	33	14	9	81.....	48	21	12								
7.....	4	2	1					32.....	19	8	5					57.....	34	14	9	82.....	49	21	12								
8.....	5	2	1					33.....	19	9	5					58.....	34	15	9	83.....	49	21	13								
9.....	5	3	1					34.....	20	9	5					59.....	35	15	9	84.....	50	21	13								
10.....	6	3	1					35.....	21	9	5					60.....	36	15	9	85.....	51	21	13								
11.....	6	3	2					36.....	21	9	6					61.....	36	16	9	86.....	51	22	13								
12.....	7	3	2					37.....	22	9	6					62.....	37	16	9	87.....	52	22	13								
13.....	8	3	2					38.....	22	10	6					63.....	37	16	10	88.....	52	22	14								
14.....	8	4	2					39.....	23	10	6					64.....	38	16	10	89.....	53	22	14								
15.....	9	4	2					40.....	24	10	6					65.....	39	16	10	90.....	54	22	14								
16.....	9	4	3					41.....	24	11	6					66.....	39	17	10	91.....	54	23	14								
17.....	10	4	3					42.....	25	11	6					67.....	40	17	10	92.....	55	23	14								
18.....	10	5	3					43.....	25	11	7					68.....	40	17	11	93.....	55	24	14								
19.....	11	5	3					44.....	26	11	7					69.....	41	17	11	94.....	56	24	14								
20.....	12	5	3					45.....	27	11	7					70.....	42	17	11	95.....	57	24	14								
21.....	12	6	3					46.....	27	12	7					71.....	42	18	11	96.....	57	24	15								
22.....	13	6	3					47.....	28	12	7					72.....	43	18	11	97.....	58	24	15								
23.....	13	6	4					48.....	28	12	8					73.....	43	19	11	98.....	58	25	15								
24.....	14	6	4					49.....	29	12	8					74.....	44	19	11	99.....	59	25	15								
25.....	15	6	4					50.....	30	12	8					75.....	45	19	11	100.....	60	25	15								

Quand il y aura plus de 100 employés, on calculera le pourcentage de la même manière pour tous les employés au-delà de 100.

u. L'employeur devra fournir l'uniforme du livreur, de l'aide-livreur et du garçon d'ascenseur, si tel uniforme est exigé.

v. Les permis de conduire, que doivent avoir les employés régis par le présent décret qui conduisent des véhicules automobiles de l'employeur, seront payés par l'employeur, si l'employé travaille six mois ou plus pour le même employeur, chaque année.

w. Un employeur ne pourra avoir à son emploi, en même temps, plus de trois employés d'ouvrage général juniors pour un employé d'ouvrage général senior.

x. Tout employé à la vente, qui est payé sur une base de commission, devra recevoir chaque semaine une avance égale au minimum du salaire de sa classification; si un employé travaillait pour plus d'un employeur, chaque employeur devra déclarer au comité paritaire la proportion du salaire minimum auquel il est tenu, sans quoi, chacun des employeurs sera solidairement responsable pour le total du salaire dû chaque semaine, aux termes du présent décret.

V. *Paiement du salaire:* Le salaire de l'employé doit lui être payé hebdomadairement ou bi-mensuellement en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

VI. *Durée du décret:* Le présent décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeurera en vigueur jusqu'au 31 août 1941. Il se renouvellera ensuite automatiquement, d'année en année, à partir de cette date, à moins que, trente (30) jours avant le 31 août de chaque année, l'une des parties con-

t. For the purposes of establishing the percentages, the employers shall use the following table concerning men and women comprised in paragraphs a, b, c, and gg:

Should there be more than 100 employees, the percentage shall be computed in the same manner for all the employees in excess of 100.

u. The employer shall supply the uniform of the delivery-man, the delivery-man's helper and elevator boy, if such uniform is required.

v. Chauffeurs' licenses, needed by the employees governed by this decree who drive motor-vehicles of the employer, shall be paid by the employer if the employee works six months or more for the same employer, each year.

w. An employer is not allowed to have, at the same time, more than three junior employees performing general work to each senior employee performing similar work.

x. Any employee in the sales, paid on a commission basis, shall receive, each week, an advance equal to the minimum of the wages in his classification; should an employee work for more than one employer, each employer shall declare to the Joint Committee the proportion of the minimum wages he has to pay, if not, each one of the employers shall be jointly and severally responsible for the total of the wages owned each week, according to the terms of this decree.

V. *Payment of wages:* The wages of the employee shall be paid weekly or fortnightly in legal tender in the Province of Quebec.

VI. *Duration of the decree:* The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall so remain until August 31st 1941. It shall then renew itself automatically, from year to year, from that date, unless one of the contracting serve upon the other parties and the Honourable Minister of Labour,

tractantes n'ait signifié un avis aux autres parties et à l'honorable ministre du Travail, manifestant son intention de l'amender ou de l'abroger.

Certifié,

A. MORISSET,

Greffier Conseil Exécutif.

4217-o

thirty (30) days prior to August 31st of each year, a notice of its intention to amend or repeal same.

Certified,

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

4218-o

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que les travaux de réparation à la prison commune du district de Rimouski sont maintenant terminés;

Attendu qu'il n'y a plus lieu d'utiliser comme prison commune et maison de correction la partie du soubassement de l'Hôtel de Ville, de Rimouski, mise à la disposition du gouvernement de Notre Province.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que la proclamation émise le 15 septembre 1939, pour établir une prison commune et une maison de correction du district de Rimouski, dans la partie du soubassement de l'Hôtel de Ville de Rimouski, soit révoquée.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fidèles sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingt-huitième jour d'août, en l'année mil neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par Ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHESI.

4187-o

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS the repair works at the Rimouski common gaol are now finished;

Whereas, it is no longer expedient to use, as a common gaol and house of correction that part of the basement of the City Hall of Rimouski, placed at the disposal of the Government of Our Province.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the Proclamation issued on the 15th of September, 1939, to establish a common gaol and a house of correction of the District of Rimouski, in that part of the basement of the City Hall of Rimouski, be repealed.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty eighth day of August, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty, and the Fourth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

4188

Index de la Gazette officielle de Québec, No 36

Index of the Quebec Official Gazette, No. 36

AVIS AUX INTÉRESSÉS:—

2583

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:—

2583

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Parent vs Trudel 2594
Roy vs Roy 2594

Parent vs Trudel 2594
Roy vs Roy 2594

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

No 3265—Commerce en détail—cité de Québec	2613
No 3099—Concernant certains règlements édictés en vertu de la Loi des produits agricoles	2609

AVIS DIVERS:—

Authier, commission scolaire	2596
Farnham, ville de	2595
Gourock Ropes Canvas Limited	2597
La Parole Limitée	2596
St. Maurice Power Corp. re Rivière St-Maurice	2595
The Montreal Junior Board of Trade	2596

BUREAUX-CHEF:—

Garage Saint-Jérôme Limitée	2597
Ottawa River Development Company	2597
The Durite Company of Quebec Limited	2597

CHARTRE—ABANDON DE:—

Colin McArthur & Company	2598
--------------------------	------

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:—

Ordonnance No 4	2608
-----------------	------

DEMANDE A LA LÉGISLATURE:—

Succession Thomas Mussen	2598
--------------------------	------

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION:—

Fermeture d'un chemin dans le canton La Sarre	2598
---	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Biron, munic. scolaire	2599
Lamarche, munic. scolaire	2599

LETTRES PATENTES:—

Autofyrstop Sales & Service Co. of Canada Ltd.	2584
Cake and Pastry Baker's Association of the District of Montreal Inc.—Association des Pâtisseries du district de Montréal Inc.	2586
Circle Oil Company (of Canada) Ltd.	2587
Frontenac Tire Service Co., Ltd.	2588
Giguère & Latulippe Limitée	2589
Hôtel Lavoie, Limitée	2589
Lamothe Transport Ltd.	2590
La Papeterie de Montréal Inc.	2591
The United Shirt Mfg Co. Limited	2591
United Auto Parts (West) Ltd.	2592

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Consumers' Purchasing Association, Inc.	2593
Fairway Golf Range Inc.	2594
J. D. Vallière Ltée	2594

LIQUIDATION, AVIS DE:—

Gaudry & Frère	2599
Manufacturing Lumbermen's Underwriters	2600

ORDERS-IN-COUNCIL:—

No. 3265—Retail trade—Quebec city	2613
No. 3099—Concerning certain By-laws enacted under the Agricultural Products Act	2609

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Authier, school commission	2596
Farnham, town of	2595
Gourock Ropes Canvas Limited	2597
La Parole Limitée	2596
St. Maurice Power Corp. re St. Maurice River	2595
The Montreal Junior Board of Trade	2596

CHIEF-OFFICES:—

Garage Saint-Jérôme Limitée	2597
Ottawa River Development Company	2597
The Durite Company of Quebec Limited	2597

CHARTER—SURRENDER OF:—

Colin McArthur & Company	2598
--------------------------	------

MINIMUM WAGE COMMISSION:—

Ordinance No. 4	2608
-----------------	------

APPLICATION TO LEGISLATURE:—

Estate of Thomas Mussen	2598
-------------------------	------

DEPARTMENT OF COLONIZATION:—

Closing of a road in the township of La Sarre	2598
---	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Biron, school munic.	2599
Lamarche, school munic.	2599

LETTERS PATENT:—

Autofyrstop Sales & Service Co. of Canada Ltd.	2584
Cake and Pastry Baker's Association of the District of Montreal Inc.—Association des Pâtisseries du district de Montréal Inc.	2586
Circle Oil Company (of Canada) Ltd.	2587
Frontenac Tire Service Co., Ltd.	2588
Giguère & Latulippe Limitée	2589
Hôtel Lavoie, Limitée	2589
Lamothe Transport Ltd.	2590
La Papeterie de Montréal Inc.	2591
The United Shirt Mfg Co. Limited	2591
United Auto Parts (West) Ltd.	2592

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Consumers' Purchasing Association, Inc.	2593
Fairway Golf Range Inc.	2594
J. D. Vallière Ltée	2594

WINDING UP NOTICES:—

Gaudry & Frère	2599
Manufacturing Lumbermen's Underwriters	2600

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Industrie de la construction dans les com- tés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville.	2608
Métiers de la construction, district de Québec (Correction).	2608

MINUTES DE NOTAIRE:—

Gilbert, Marcel.	2600
------------------	------

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles.	2600
Diverses.	2601

PROCLAMATION:—

Prison de Rimouski.	2621
---------------------	------

VENTES POUR TAXES:—

Laval-des-Rapides, ville de.	2602
St-Pierre, ville de.	2603

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEDFORD:—

Lemaire vs Fournier.	2603
----------------------	------

KAMOURASKA:—

Bouchard vs Labbé.	2604
--------------------	------

MONTMAGNY:—

Noël vs Goulet.	2604
-----------------	------

MONTREAL:—

The Mutual Life Ass. Co. of Canada vs Queen Mary Mansions Limited.	2605
Ville de Pointe Claire vs Desmarchais <i>et al</i>	2605

SAINT-FRANÇOIS:—

Southwood <i>et al</i> vs Bushey.	2607
-----------------------------------	------

SAINT-HYACINTHE:—

Dansereau vs Houle.	2607
---------------------	------

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Building industry in the counties of St- Hyacinthe, Bagot and Rouville.	2608
Building trades, district of Quebec (Cor- rection).	2608

NOTARIAL MINUTES:—

Gilbert, Marcel.	2600
------------------	------

APPOINTMENTS:—

School Commissioners.	2600
Miscellaneous.	2601

PROCLAMATION:—

Rimouski gaol.	2621
----------------	------

SALES FOR TAXES:—

Laval-des-Rapides, town of.	2602
St-Pierre, town of.	2603

SHERIFFS' SALES:—

BEDFORD:—

Lemaire vs Fournier.	2603
----------------------	------

KAMOURASKA:—

Bouchard vs Labbé.	2604
--------------------	------

MONTMAGNY:—

Noël vs Goulet.	2604
-----------------	------

MONTREAL:—

The Mutual Life Ass. Co. of Canada vs Queen Mary Mansions Limited.	2605
Town of Pointe Claire vs Desmarchais <i>et al</i>	2605

SAINT FRANCIS:—

Southwood <i>et al</i> vs Bushey.	2607
-----------------------------------	------

SAINT HYACINTHE:—

Dansereau vs Houle.	2607
---------------------	------

